

ARKETA INSTITUTE
for post-growth finance

Par désastre ou par dessein

Comment la finance peut-elle évoluer pour éviter les pires défis écologiques et permettre la transition vers un meilleur modèle économique ?

Avril 2025

Par désastre ou à dessein : Comment la finance peut évoluer pour éviter les pires défis écologiques auxquels nous sommes confrontés et permettre la transition vers un meilleur modèle économique.

Copyright © 2025 Arketa Institute for Post-Growth Finance Publié : 23

avril 2025

par l'Institut Arketa pour la finance post-croissance

L'Institut Arketa travaille avec des professionnels de l'investissement et d'autres acteurs du secteur financier afin d'aligner le système financier sur les besoins en matière d'environnement et de bien-être, aujourd'hui et à l'avenir.

En fournissant des informations sur la recherche, en collaborant à l'élaboration de solutions et en soutenant directement nos pairs du secteur financier, nous cherchons à contribuer à une économie capable de répondre aux besoins de tous dans les limites de notre planète.

arketa-institute.org

Co-auteurs : Matt Orsagh, Anastasia Linn & Steve Rocco Rédacteur

en chef : Nicholas Harland

Mise en page : Anastasia Linn

Remerciements

Pour leur soutien dans la réalisation de ce document, nos remerciements s'adressent à : John Mulrow, Ernst Hobma, Laura Segafredo, Stella Martinez McShera, James Pittman, Sophia Linn, Patrick Zeiting, Sudip Thakor et Jonathan Mischler.

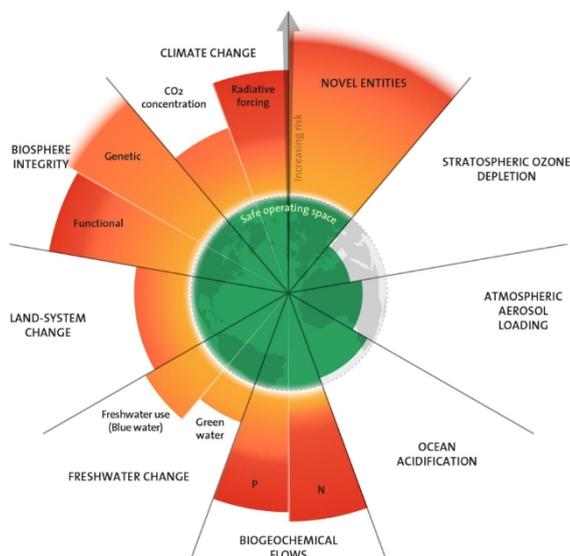
Table des matières

Résumé	1
Partie I : Introduction à la situation difficile.....	4
Notre économie est erronée	4
Juste de la physique et de la chimie.....	13
La croissance verte à elle seule n'est pas la solution.....	16
Réaliser une économie véritablement durable : La décroissance	21
Penser en systèmes.....	28
Partie II : Le rôle de la finance dans un monde post-croissance	31
Les défis de la finance	31
Un nouvel objectif : la richesse en tant que bien-être dans les limites de la planète	36
Une nouvelle approche : Les premiers principes de la finance post-croissance	38
La finance post-croissance en pratique.....	41
Partie III : Le voyage vers l'avant.....	46

Résumé

L'état actuel du monde exige que la finance évolue... et rapidement.

Si notre objectif est le bien-être et la survie de l'humanité, nos systèmes économiques et financiers actuels ne sont pas adaptés. Les systèmes économiques et financiers dominants dont nous disposons aujourd'hui sont très bien optimisés pour concentrer les richesses et transformer différentes ressources (y compris le capital naturel, humain et social) en rendements financiers. Malheureusement, ce processus, tel qu'il est pratiqué actuellement, nuit au bien-être humain, et ce à un rythme de plus en plus rapide.



Nous avons dépassé six des neuf frontières planétaires, ce qui signifie que nous vivons en dehors de l'espace de sécurité pour l'humanité dans ces régions.

Ces limites planétaires représentent les systèmes naturels qui constituent notre système de survie. En tant que civilisation mondiale, nous avons décidé que la croissance économique, mesurée par l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), était un moyen pratique de mesurer le succès de nos sociétés. Mais cette méthode est au mieux indirecte et simplifiée à l'extrême, et au pire activement autodestructrice.

Les neuf frontières planétaires. Source : Centre de résilience de Stockholm : Centre de résilience de Stockholm (2023)

Bon nombre de ces problèmes remontent aux hypothèses de l'économie néoclassique. Cet ensemble de théories qui sous-tend notre système financier présente un défaut fondamental : il ne tient pas suffisamment compte de l'énergie et des matériaux nécessaires au fonctionnement de l'économie mondiale.

L'économie néoclassique prend note de certains aspects de la production et de la consommation, mais elle ignore le système plus large dans lequel toute cette activité se déroule - l'environnement - qui est le système de survie dont dépendent nos vies et nos économies. L'économie néoclassique suggère également que l'économie peut devenir de plus en plus rentable et prospère pour toujours. La science nous montre de plus en plus que ce n'est pas possible.

Face aux défis d'aujourd'hui, nous recommandons de passer à une économie plus "complète" : l'économie écologique, qui nous rappelle que l'économie se trouve dans la société, et que l'économie et la société se trouvent dans notre environnement et en dépendent.

L'économie écologique reconnaît qu'une économie qui croît indéfiniment n'est tout simplement pas possible sur une planète finie et se concentre plutôt sur la question de l'échelle optimale de l'économie.

La technologie peut nous aider, mais elle ne peut pas nous sauver. La "croissance verte" a été proposée comme solution à nos problèmes environnementaux, mais elle ne peut nous mener que jusqu'à un certain point. La croissance "verte" nécessite toujours des quantités massives d'énergie et de matériaux qui ne font que déplacer les problèmes vers d'autres industries ou d'autres lieux, sans parvenir à nous ramener dans la zone de sécurité des limites planétaires.

Nous devons donner la priorité au bien-être humain et à l'intégrité de l'environnement plutôt qu'à la croissance économique et emprunter la voie de la décroissance pour parvenir à une économie post-croissance. Il ne s'agit pas d'une déclaration politique, mais d'une reconnaissance du fait que nous vivons dans un monde qui ne peut plus supporter l'humanité très longtemps sans réduire notre consommation d'énergie et de matériaux.

La décroissance n'est pas l'austérité, elle ne rejette pas la technologie, elle ne cherche pas à punir la richesse. La décroissance n'est pas synonyme de contrôle de la population et ne limite pas le développement des pays du Sud. Au contraire, la décroissance est un appel lancé à l'humanité pour qu'elle cesse de confondre ses désirs avec ses besoins et pour qu'elle recentre ses économies sur ce qui compte le plus : des vies saines et pleines de sens sur une planète prospère.

Financg nggds to gvolvg

Nos systèmes financiers et économiques actuels sont fondés sur l'attente d'une croissance perpétuelle. Même en tablant modestement sur une croissance mondiale de 2 %, l'économie mondiale doublerait en trente-cinq ans. Ce mandat de croissance est incompatible avec un monde qui doit revenir du côté sûr de nos frontières planétaires.

Au mieux, l'investissement durable tel qu'il est pratiqué actuellement ne s'attaque que progressivement à ces problèmes. Au pire, il n'est pas possible de le distinguer de l'activité habituelle parce qu'il est construit à l'aide de la même boîte à outils et qu'il est contraint de choisir dans le même menu d'investissements.

Le secteur financier doit évoluer pour s'adapter à une économie axée sur le bien-être et non sur la croissance économique. Cela impliquera une "dé-financiarisation" de l'économie mondiale et un retour à un rôle plus traditionnel pour la finance : investir dans des initiatives concrètes et axées sur la communauté qui opèrent à l'intérieur des limites de la planète.

Nous présentons cinq principes préliminaires qui peuvent aider à orienter la finance vers un système financier compatible avec la post-croissance :

- 1. Un objectif fondamental commun : la richesse en tant que bien-être dans les limites de la planète**
- 2. Ramener la finance sur terre, investir dans la décroissance de l'économie réelle**
- 3. Devenir plus transparent**
- 4. Être plus démocratique**
- 5. De "trop gros pour faire faillite" à "suffisamment petit et diversifié pour être résilient".**

Trouver un nouveau chemin

En reconnaissant les limites de notre planète et en acceptant la réalité physique, nous pouvons mieux nous préparer à une économie post-croissance. Nous pouvons jeter les bases d'une société capable de prospérer dans les limites de notre budget planétaire et nous orienter vers une économie où la croissance se produira, mais ne sera plus la mesure du succès économique.

Certains de nos pairs adoptent déjà cet état d'esprit. Parmi les institutions qui expérimentent des modèles de post-croissance, on peut citer la Triodos Bank aux Pays-Bas et l'Alternative Bank Schweiz en Suisse. Ces deux banques cherchent à répondre aux besoins des communautés locales tout en opérant dans les limites de l'écologie. D'autres sociétés financières peuvent développer leurs propres modèles qui donnent la priorité à la satisfaction des besoins des clients dans les limites de la planète.

Cela nécessitera un changement non seulement dans la finance, mais aussi dans la politique, la culture et, en fin de compte, dans nos propres identités. La façon dont nous faisons des affaires et dont nous vivons nos vies est ancrée dans un état d'esprit de "croissance à tout p r i x". Mais ces "coûts" sont les systèmes mêmes qui nous maintiennent en vie.

La finance peut suivre cette nouvelle voie. Nous pensons qu'elle doit le faire.

Partie I : Introduction à la situation critique

Notre économie est erronée

Nous pouvons avoir une croissance économique continue d'année en année, ou nous pouvons avoir une planète saine qui nous soutient. Nous ne pouvons pas avoir les deux.

Pourtant, la pensée économique dominante de notre époque, qui informe la finance que nous pratiquons et les investissements que nous faisons, prétend que nous le pouvons. Cette position est au mieux mal informée, au pire mensongère, et c'est l'une des principales raisons pour lesquelles la finance que nous pratiquons aujourd'hui nous a égarés.

La méconnaissance traditionnelle de l'économie est à l'origine du problème.

L'économie que la plupart d'entre nous ont apprise à l'université et ailleurs est appelée "économie néoclassique". L'économie néoclassique est un vaste ensemble de théories qui se concentrent sur l'allocation des ressources par le biais de marchés où les forces de l'offre et de la demande déterminent la production, la tarification et la consommation de biens et de services. [L'économie néoclassique](#) est apparue au début des années 1900 et est devenue le modèle économique dominant après la Seconde Guerre mondiale. Il n'est donc pas surprenant que les décisions politiques de nos dirigeants, les décisions stratégiques des entreprises, les décisions d'investissement des investisseurs et les actions des professionnels de la finance soient toutes largement basées sur la pensée économique néoclassique.

Cependant, l'économie néoclassique ne reconnaît pas que notre environnement physique, qui nous sert de "système de survie", ait une quelconque valeur. Dans l'économie néoclassique, une économie peut devenir de plus en plus rentable et prospère, apparemment pour toujours. Les limites matérielles n'entrent pas en ligne de compte. L'économie néoclassique a tendance à considérer l'environnement comme une source externe de ressources, qui influe rarement sur le caractère souhaitable ou non de l'activité économique.

Bien que la célèbre "main invisible" d'Adam Smith soit issue de l'économie classique, l'économie néoclassique considère la main invisible comme le meilleur moyen d'agrèger les décisions individuelles motivées par l'intérêt personnel rationnel en vue d'obtenir les résultats sociaux les plus souhaitables. L'économie néoclassique part du principe que le meilleur niveau de vie est celui où l'on consomme le plus de biens et de services. Cela n'a rien à voir avec la satisfaction et ne tient pas compte de l'impact de ce type de mode de vie sur notre système de survie. [Consommer plus n'améliore pas toujours des mesures](#) telles que l'éducation, la santé, l'espérance de vie ou la qualité de vie, surtout lorsque [certains seuils sont atteints](#).

L'économie néoclassique ne tient pas compte de l'utilisation de l'énergie ou des matières.

La fonction de production est une équation très simple qui a été utilisée dans l'économie néoclassique pour prédire le volume de production (q), en fonction du capital investi (K) et du travail fourni (L). Voici la version la plus élémentaire de l'équation :

$$q = f(K, L)$$

Cette formule définit la production comme une fonction du capital et du travail. Le capital, dans ce cas, est l'apport de machines ou de toute autre technologie utilisée pour produire quelque chose. Le travail est notre capital physique.

le travail, l'activité humaine nécessaire pour réaliser la production. **L'énergie et l'utilisation des matériaux sont absentes de la fonction de production.**

Comment ces travailleurs obtiennent-ils l'énergie nécessaire pour travailler ? D'où vient l'énergie qui fait tourner la turbine, le moteur à vapeur, la machine qui effectue le travail ? D'où viennent les matériaux utilisés dans la production et que se passe-t-il lorsque nous les extrayons ?

Cette fonction de production traditionnelle ne tient pas compte de l'énergie et des matériaux nécessaires pour fabriquer cette machine et la faire fonctionner. Elle ignore également l'énergie et les matériaux nécessaires pour fabriquer le travail et le faire fonctionner. En ignorant les besoins énergétiques nécessaires au fonctionnement du système, nous commettons une erreur grave, qui est à l'origine de nombreux problèmes clés dans la finance (durable) et dans le monde d'aujourd'hui. Le modèle économique que nous utilisons est déconnecté de la réalité.

Qu'est-ce que ce chien ?

Cette citation de l'économiste Steve Keen résume bien la situation :

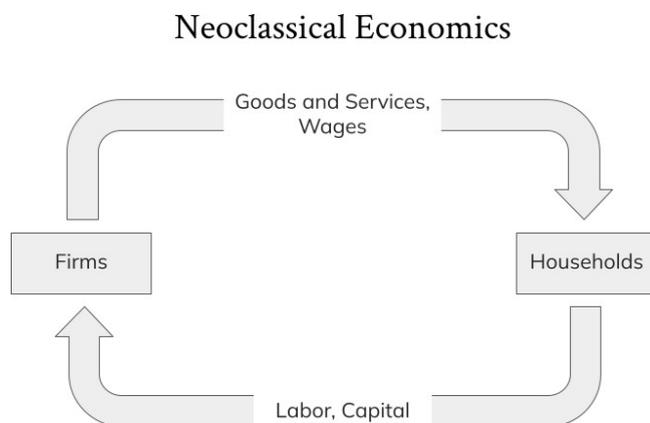
"Le travail sans énergie est un cadavre. Le capital sans énergie est une sculpture.

Nous avons créé une économie et une culture qui ont oublié d'intégrer l'énergie et l'utilisation des matériaux dans notre économie, notre politique, notre stratégie et nos décisions d'investissement. Cela nous a amenés à adopter une fausse réalité, en ignorant l'accumulation lente mais constante du danger dans le système sous la forme d'émissions de carbone et de la dégradation de nos systèmes naturels.

La croissance de nos économies depuis la révolution industrielle s'explique principalement par l'utilisation accrue de l'énergie, et non par des gains de productivité, de capital ou de travail. **Tous ces facteurs jouent un rôle, mais c'est l'augmentation massive de l'utilisation de l'énergie qui a toujours fait le gros du travail.** L'augmentation de l'utilisation de l'énergie a été indispensable pour créer ce que nous avons aujourd'hui - des chatbots intelligents au changement climatique.

Critiques de l'économie néoclassique

Le principal défaut de l'économie néoclassique est qu'elle ne tient pas compte de l'environnement dans lequel se trouve l'économie. (Pour une revue d'autres critiques d'un point de vue scientifique, [voir ici](#).) Ce graphique résume la façon dont on nous enseigne l'économie néoclassique :



Dans ce modèle, les ménages et les entreprises utilisent le principe de "l'offre et de la demande" pour déterminer les prix des biens et des services, ainsi que des facteurs de production (travail, capital). Cela semble impliquer que l'économie est une machine à mouvement perpétuel qui peut continuer à fonctionner indéfiniment.

Le "diagramme de flux circulaire", une vision néoclassique de l'économie my.

Cependant, les lois de la thermodynamique nous rappellent qu'il n'existe pas de machine à mouvement perpétuel (nous y reviendrons). Sans apport d'énergie à ce système, il s'arrêterait.

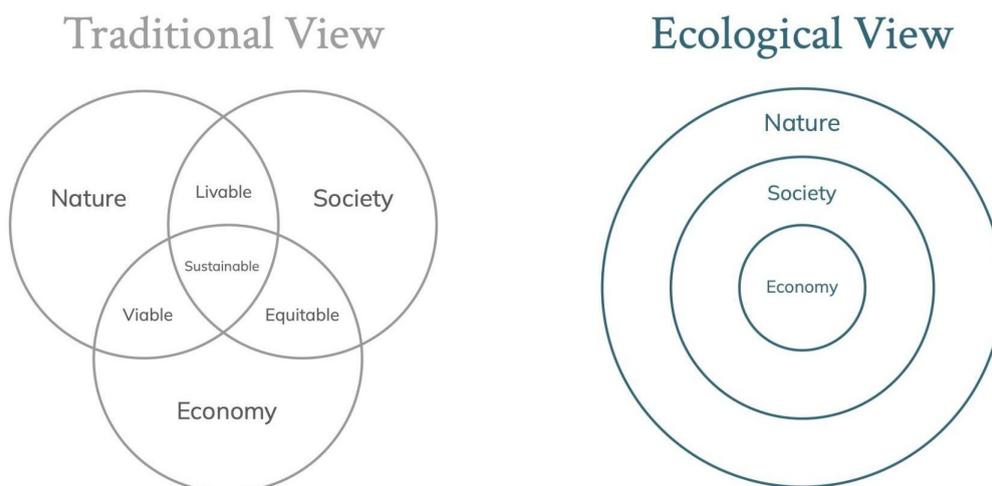
Une solution assez simple : passer à une économie plus complexe.

Si nous voulons une économie capable de répondre à nos besoins dans les limites de ce que notre planète peut fournir, nous avons besoin d'une économie qui reconnaisse cette réalité. Nous devons tenir compte de la consommation d'énergie, des déchets produits par notre travail et de l'état de notre "système de survie" environnemental.

L'économie néoclassique n'est pas conçue pour cela.

Heureusement, une économie adaptée existe déjà : l'économie écologique.

L'économie écologique comble les lacunes de l'économie conventionnelle en tenant compte de l'énergie, des matériaux et de l'impact de nos économies sur le monde naturel. L'économie écologique nous rappelle que l'économie se trouve dans la société, et que l'économie et la société se trouvent toutes deux dans notre environnement. Notre environnement est notre système de survie et, sans lui, ni la société ni l'économie n'existeraient.



Conceptions traditionnelles et écologiques de l'économie. Adapté de : Florian Barras. [*Les arguments en faveur d'un plus cadre réglementaire bancaire durable.*](#)

Un bon point de départ pour comprendre l'économie écologique est [*Ecological Economics : Principles And Applications*](#) de Herman Daly et Joshua Farley. Nous résumerons ici certains des points clés.

Pour les économistes écologiques, l'économie est un système ouvert, où toute la matière nécessaire au fonctionnement du système provient de la Terre, et où l'énergie provient de l'intérieur (combustibles fossiles) ou de l'extérieur sous forme de lumière solaire. Tous les produits et déchets restent sur Terre.

Ecological Economics



Une vision de l'économie du point de vue de l'économie écologique.

Daly a énoncé trois règles d'or pour maintenir une économie dans les limites écologiques de la biosphère.

1. Exploiter les ressources renouvelables à un rythme qui ne dépasse pas celui de leur régénération.
2. L'épuisement des ressources non renouvelables ne doit pas être plus rapide que le rythme auquel des substituts renouvelables peuvent être développés.
3. Ne pas émettre de déchets plus rapidement qu'ils ne peuvent être assimilés en toute sécurité par les écosystèmes.

Il est facile de voir que nous violons probablement ces règles dans la plupart des endroits de la Terre, et sur l'ensemble de la planète. L'économie néoclassique n'aborde pas ces questions.

Économie écologique et économie néoclassique

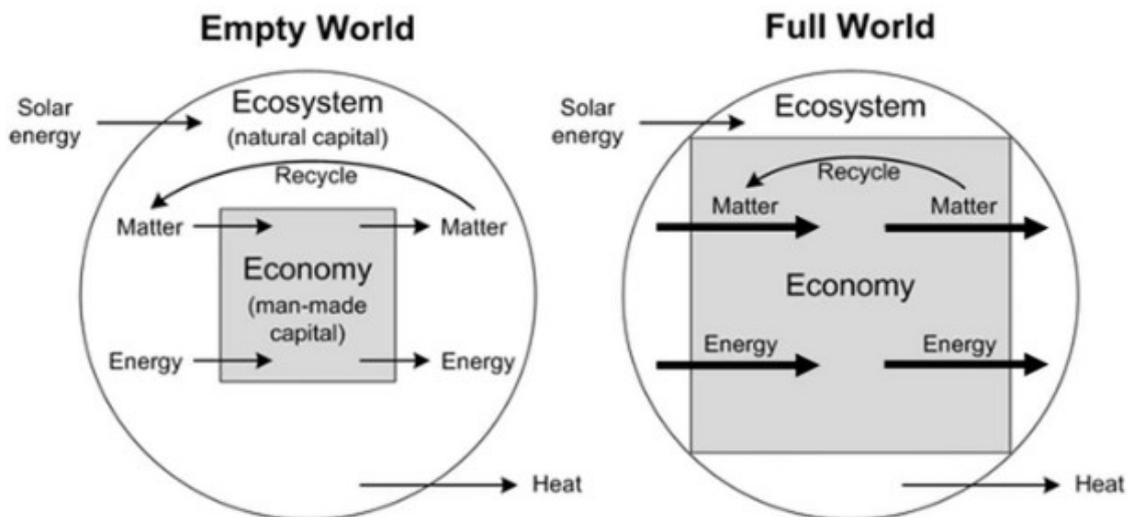
Si nous acceptons le principe selon lequel l'économie est un sous-système de la biosphère (c'est-à-dire de notre environnement), nous devons déterminer si les ressources nécessaires à l'économie peuvent être fournies de manière adéquate par la biosphère et si les déchets produits par l'économie peuvent être traités de manière adéquate par la biosphère.

Nous ne devrions pas tolérer une économie qui nuit à notre système de survie ou qui l'épuise, car sans lui, notre société et notre économie finiront par s'affaiblir, voire par disparaître complètement. L'environnement et la société fournissent à l'économie toutes les ressources et les travailleurs dont elle a besoin, et si l'économie détruit cette société ou cet environnement, elle se détruit elle-même.

Économie néoclassique et économie écologique

Économie néoclassique	Économie écologique
Elle se veut "neutre" et "sans valeur" dans le style des sciences naturelles.	Applique les outils des sciences naturelles, des sciences sociales et de l'écologie à l'économie.
Le diagramme de flux circulaire de l'économie est considéré comme distinct de la nature/planète (système isolé).	L'économie est un système ouvert au sein de la société, et tant l'économie que la société sont des sous-systèmes de la planète.
L'accent est mis sur l'allocation efficace des ressources par le biais des marchés et des signaux de prix.	Les marchés sont importants pour certaines formes d'allocation, mais inadéquats pour les biens et services fournis par la nature.
L'offre et la demande interagissent sur les marchés pour créer des résultats "optimaux" par lesquels les individus maximisent leur utilité.	L'offre et la demande ont un sens pour les produits fabriqués par l'homme, mais ne fonctionnent pas avec les produits de l'agriculture. d'autres formes de capital (humain, social, naturel).
Axé sur l'allocation efficace des ressources par le biais de marchés libres et concurrentiels et de la signalisation des prix.	Axé sur le bien-être humain et sur le fait que l'économie dépend entièrement des services écosystémiques fournis par la biosphère.
Il n'y a pas de coût d'opportunité à la croissance économique continue. L'économie peut croître indéfiniment.	Cherche à déterminer l'échelle optimale d'une économie durable en se basant sur la physique de l'énergie et de la matière qui circulent dans un système.
Argumente que les problèmes environnementaux sont basés sur des défaillances du marché.	Il affirme que les problèmes environnementaux sont dus au fait que l'ampleur de l'activité économique dépasse la capacité de charge de l'écosystème.
Ces défaillances du marché sont principalement dues aux externalités, qui peuvent être positives ou négatives.	Si nous considérons l'économie comme un système ouvert au sein de la biosphère, les externalités n'existent pas.
Les problèmes environnementaux peuvent être résolus si les marchés prennent en compte les coûts environnementaux et étendent la "signalisation des prix" à l'environnement. C'est ce que l'on appelle "l'internalisation des externalités".	maintient que les "externalités" ne peuvent être évaluées à l'aide d'un prix conventionnel dérivé du marché. Ne croit pas à la tarification de la nature, mais cherche plutôt à en limiter la croissance.

Il n'est pas nécessaire de limiter l'économie si celle-ci est très petite par rapport à la biosphère. Nous n'aurions pas non plus besoin de limiter la taille d'une économie si la biosphère pouvait facilement fournir toutes les ressources nécessaires à l'économie et traiter facilement les déchets produits par l'économie. Un tel état, dans lequel l'économie est très petite par rapport à la biosphère, est appelé "monde vide" dans le langage de l'économie écologique.



Monde vide ou monde plein : taille de l'économie par rapport à la biosphère. Adapté de : *Ecological Economics : Principles and Applications*. Herman Daly et Joshua Farley (2004).

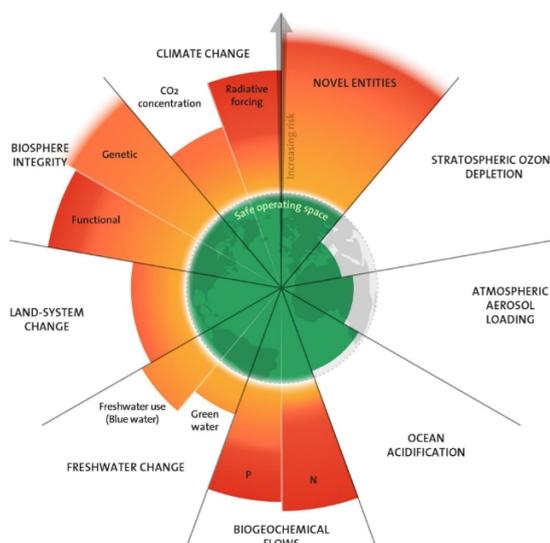
Cependant, nous ne vivons plus dans un monde vide. Nous vivons dans un "monde plein", où l'économie se heurte aux limites de la biosphère, voire les dépasse.

Mais comment savoir si nous vivons dans un monde plein ?

Limites planétaires

En 2009, le [Centre de résilience de Stockholm](#) a publié son premier "Cadre des limites planétaires" afin de mieux communiquer les impacts des activités humaines sur les systèmes naturels de la Terre. Au cours des années qui ont suivi, nous avons vu les limites planétaires s'enfoncer de plus en plus dans la zone de danger. Plus ces systèmes s'enfoncent dans le rouge, et plus ils y restent longtemps, plus il devient difficile pour la civilisation humaine de survivre, et encore plus de prospérer.

Nous avons dépassé six des neuf limites planétaires, ce qui signifie que nous vivons au-delà des niveaux de sécurité pour l'humanité dans ces domaines. Nous devons revenir dans la zone de sécurité de chacune d'entre elles pour nous donner les meilleures chances d'avoir un avenir sain et vivable.



Plus nous resterons en dehors de ces limites planétaires, plus il sera difficile pour les gens de subvenir à leurs besoins essentiels et à ceux de leurs familles. Plus nous resterons en dehors de ces limites planétaires, plus nous connaissons la famine, la sécheresse, la chaleur extrême, les conditions météorologiques extrêmes et la perte des écosystèmes et de la biodiversité.

Les neuf frontières planétaires. Source : Centre de résilience de Stockholm : Centre de résilience de Stockholm (2023).

Vue d'ensemble des neuf limites planétaires

1. Changement climatique - Les gaz à effet de serre (GES) présents dans l'atmosphère retiennent la chaleur, ce qui entraînera une augmentation de la chaleur, une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, une élévation du niveau de la mer, une augmentation des inondations, une augmentation de la sécheresse et une raréfaction de l'eau.
2. Entités nouvelles - Éléments introduits dans l'environnement par l'homme et qui perturbent les systèmes terrestres. Pensez aux (micro)plastiques, qui ont un impact néfaste sur les écosystèmes.
3. Appauvrissement de l'ozone stratosphérique - La couche d'ozone de la stratosphère absorbe les dangereux rayons ultraviolets du soleil. Cette limite planétaire se trouve dans la zone de sécurité grâce aux mesures prises dans les années 1980.
4. Chargement d'aérosols atmosphériques - Les aérosols atmosphériques sont des particules ou des polluants présents dans l'atmosphère. Ils peuvent provenir de sources naturelles telles que les volcans, mais aussi de l'activité humaine.
5. Acidification des océans - Si une solution devient trop acide, elle peut abriter moins de vie. Les océans absorbent le CO₂, ce qui rend le pH des océans plus acide.
6. Flux biochimiques - Il s'agit du mouvement des éléments chimiques (principalement le phosphore et l'azote) entre les organismes vivants dans l'atmosphère, nos cours d'eau et nos océans, et le sol de la Terre.
7. Utilisation de l'eau douce - Nous avons franchi cette limite planétaire parce que l'utilisation de l'eau par l'homme a perturbé le flux du cycle hydrologique qui rafraîchit les ressources en eau de la planète.
8. Changement du système foncier - Il s'agit des changements que l'homme a apportés au paysage de la Terre. Le problème le plus important en matière d'utilisation des sols est la déforestation.
9. Intégrité de la biosphère - Il s'agit de la diversité et de la santé de la vie sur Terre. Nous sommes en dehors de la zone de sécurité puisque nous vivons actuellement la sixième extinction de masse.

Ces limites planétaires sont une manifestation de ce qui a été prédit pour la première fois dans le rapport de 1972 intitulé "[Les limites de la croissance](#)", dans lequel les scientifiques ont examiné la direction que prenait notre société en tenant compte des ressources disponibles pour l'humanité. Ils ont conclu que vers le milieu du 21e siècle, notre société pourrait s'effondrer dans le cadre d'un scénario de maintien du statu quo - celui que nous avons poursuivi depuis lors. Les chercheurs du projet "Limits to Growth" ont prévu plusieurs scénarios pour l'avenir, dont la plupart prévoient que les ressources naturelles deviendront si rares qu'il sera impossible de poursuivre la croissance économique et que la qualité de la vie humaine diminuera radicalement.

En 2020, une chercheuse de KPMG, Gaya Herrington, a décidé de [réexaminer les conclusions](#) du premier rapport sur les limites de la croissance. Gaya Herrington a constaté que même dans le scénario le plus positif (qu'elle a appelé "technologie globale"), dans lequel les progrès technologiques contribuent à atténuer le changement climatique et la pollution tout en augmentant les disponibilités alimentaires, de nombreuses ressources naturelles continueraient à s'épuiser. L'effondrement de la société reste une possibilité, voire le scénario le plus probable pour les décennies à venir.

Blamg PIB

Dans les années 1930, l'économiste Simon Kuznets a été chargé par le ministère américain du commerce de mettre au point de meilleures méthodes de mesure de l'économie que celles qui étaient utilisées à l'époque. Kuznets a créé le produit intérieur brut (PIB), qui additionne simplement la valeur marchande de tout ce qui est produit dans une économie. Plus formellement, le PIB est défini comme suit :

Valeur monétaire ou marchande totale de tous les produits finis et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période donnée⁽¹⁾.

À l'époque, [Kuznets lui-même avait prévenu](#) que le PIB ne devait pas être utilisé pour juger de la prospérité totale d'un pays. Mais nous l'avons fait et nous continuons à le faire. Le PIB peut être utile, mais nous en sommes actuellement beaucoup trop dépendants, l'utilisant comme un raccourci imparfait pour mesurer le succès de nos sociétés.

L'un des principaux problèmes est que le PIB ne mesure que la production économique, en ignorant tous les facteurs qui ont contribué à cette production économique et en gommant de larges pans de l'activité qui rendent cette production possible.

Si vous amenez votre enfant à la crèche, cela compte dans le PIB, mais si votre enfant est gardé par des amis ou des membres de votre famille, cela ne compte pas. La transformation des arbres en papier et en bois d'œuvre est prise en compte dans le PIB, mais le fait de les laisser en forêt ne l'est pas. Perdre sa maison et tout ce qu'elle contient lors d'une catastrophe naturelle est positif pour le PIB, car toutes ces choses doivent être achetées et reconstruites. Mais il est évident que ce n'est pas si bon pour vous.

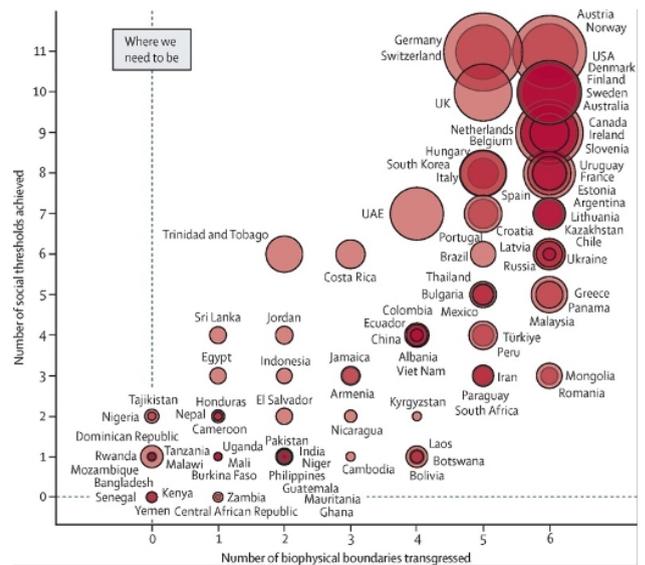
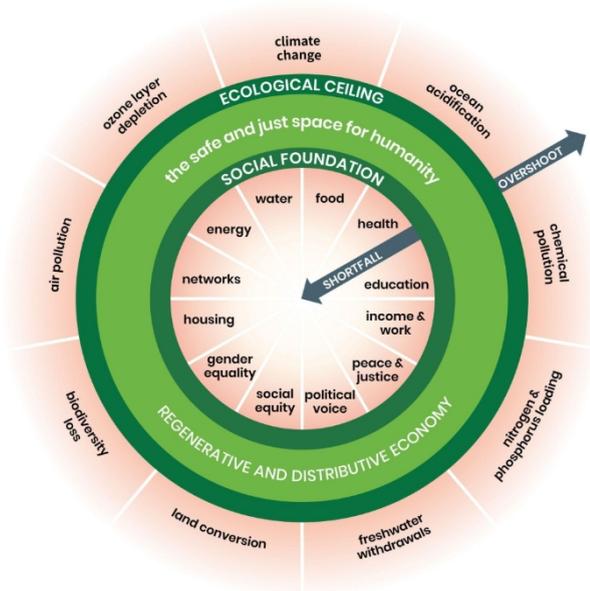
Non seulement une croissance continue du PIB n'est pas réalisable, mais nous devons également accorder une plus grande attention à ce que cette croissance du PIB entraîne.

Économie des beignets

[L'économie du beignet](#) s'appuie sur l'économie écologique et le cadre des limites planétaires pour nous aider à visualiser ces deux éléments d'une manière facile à comprendre. Dans le "donut", le cercle extérieur est appelé le "plafond écologique" en dessous duquel nous voulons opérer. Au-dessus de cet espace se trouve le dépassement écologique, la violation des limites planétaires, un espace dangereux pour l'humanité à long t e r m e . Le cercle intérieur du beignet représente les fondations sociales qui reflètent les besoins fondamentaux de l'humanité. Ces fondations sont les éléments constitutifs d'une société prospère, et nous ne voulons pas non plus tomber en deçà.

Nous pouvons et devons nous efforcer de trouver des moyens d'amener les gens dans "l'espace sûr et juste pour l'humanité", entre les limites planétaires d'une part, et les besoins de bien-être de l'homme d'autre part.

¹[Produit intérieur brut \(PIB\) : Formule et mode d'emploi \(investopedia.com\)](#)



À gauche : Le beignet des frontières sociales et planétaires. Source : The Doughnut Economics Action Lab : [The Doughnut Economics Action Lab](#).

A droite : Nombre de seuils sociaux atteints par rapport au nombre de frontières biophysiques transgressées pour 92 pays en 2015, en fonction du PIB par habitant. Source : *Post-growth : the science of wellbeing within planetary boundaries* : [Post-growth : the science of wellbeing within planetary boundaries - The Lancet Planetary Health](#) (2025).

C'est à l'intérieur du beignet que nous voulons être. Mais à l'heure actuelle, aucun pays n'y parvient. ([Le Costa Rica](#) est peut-être celui qui s'en rapproche le plus).

L'article *Post-growth : the science of wellbeing within planetary boundaries*, publié dans le Lancet en 2025, offre une autre façon de visualiser l'intersection entre les limites planétaires transgressées et le nombre de seuils sociaux atteints.

Le graphique en haut à droite montre le nombre de limites biophysiques transgressées dans un pays par rapport au nombre de seuils sociaux atteints. Idéalement, les pays devraient se situer dans le coin supérieur gauche. Actuellement, les pays à revenu élevé atteignent des objectifs sociaux, mais au prix du franchissement de limites planétaires. À titre de référence, les 11 seuils sociaux examinés dans l'étude sont : la satisfaction de vivre, l'espérance de vie, la nutrition, l'assainissement, la pauvreté monétaire, l'accès à l'énergie, l'enseignement secondaire, le soutien social, la qualité de la démocratie, l'égalité et l'emploi. Ici, les six limites biophysiques sont les suivantes : Émissions de CO₂, phosphore, azote, changement du système terrestre, empreinte écologique et empreinte matérielle.

Quelle que soit la manière dont on l'évalue, une chose est claire : tout le monde doit changer, d'une manière ou d'une autre.

Juste de la physique et de la chimie

Nous avons tendance à ne pas penser à notre dépendance à l'égard du monde naturel et à ne pas l'admettre. Mais la vérité est que **nous sommes tous sous assistance respiratoire**. La biosphère est notre système de survie. Si elle n'existait pas, nous ne serions jamais nés. Si elle disparaissait immédiatement, nous péririons tous très rapidement. Si nous la détruisons lentement, nous nous détruisons nous-mêmes lentement. C'est pourquoi le type d'économie que nous utilisons est si important.

La physique et la chimie nous indiquent ce qui est possible dans le monde physique et ce qui ne l'est pas.

Le changement climatique et le dépassement écologique ont pris de l'ampleur parce que nous ignorons largement la chimie et la physique dans nos processus de prise de décision. Le dépassement écologique est peut-être un terme nouveau pour de nombreuses personnes, mais le dépassement est un problème plus important et un défi plus vaste que le changement climatique. Le **dépassement écologique** se produit lorsque les exigences imposées à nos écosystèmes naturels dépassent leur capacité de régénération.

Les lois de la thermodynamique arg thg patron

La thermodynamique est la branche de la physique qui traite de la relation entre la chaleur, l'activité, la température et l'énergie. En bref, il s'agit des lois physiques qui régissent la façon dont tout se passe dans le monde physique. Bien que la plupart d'entre nous ne pensent pas beaucoup à la thermodynamique, ces lois déterminent ce qui est physiquement possible ou impossible. La thermodynamique nous indique l'énergie et les matériaux nécessaires pour réaliser une activité donnée.

Si vous marchez dans la rue, la thermodynamique régit l'énergie dont vous avez besoin pour accomplir cette simple tâche. Si vous construisez une économie mondiale qui dépend des combustibles fossiles et de l'épuisement d'autres ressources naturelles, la thermodynamique régit les conséquences de ces actions à "long terme". Ce "long terme" est en fait la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, confrontés aux conséquences de nos décisions passées.

La première loi de la thermodynamique stipule que la quantité totale d'énergie dans l'univers reste constante. C'est la loi de la conservation de l'énergie. L'énergie peut se présenter sous différentes formes : chaleur (soleil), mécanique (moteur), chimique (photosynthèse) ou électrique. L'énergie thermique du soleil est convertie en énergie chimique par la photosynthèse et, à très, très long terme, finit par être stockée dans les combustibles fossiles.

La deuxième loi de la thermodynamique nous montre qu'aucun processus ou machine n'est efficace à 100 %. Toute énergie et tout matériau utilisés dans une économie seront dégradés au cours du processus de création de valeur économique, ce qui entraînera un gaspillage de chaleur, de dioxyde de carbone et d'autres déchets. Ce processus est également connu sous le nom d'entropie, définie comme la mesure du désordre d'un système. Selon la deuxième loi de la thermodynamique, l'entropie augmente avec le temps dans un système fermé. La Terre est un système relativement fermé en ce qui concerne les matériaux, à l'exception de quelques météorites. La Terre *n'est* cependant *pas* un système fermé en ce qui concerne l'énergie, puisque l'énergie du soleil entre et que la Terre renvoie de la chaleur dans l'atmosphère et dans l'espace. Le problème du changement climatique est que les gaz à effet de serre piègent une partie de la chaleur qui devrait normalement être renvoyée dans l'espace, ce qui a des effets majeurs sur l'état de notre planète au fil du temps.

En termes simples, la deuxième loi de la thermodynamique signifie que les choses chaudes se refroidissent toujours, à moins que vous ne fassiez quelque chose pour les arrêter. Il s'agit d'une voie à sens unique. Votre tasse de café chaude posée sur la table libère de la chaleur dans l'environnement. La tasse de café ne se réchauffera jamais en restant sur la table, à moins que vous n'y apportiez de l'énergie.

En combinant ces deux lois de la thermodynamique, on obtient quelque chose comme ceci : dans tout transfert d'énergie, l'énergie totale reste la même, mais la quantité d'énergie qui peut être utilisée diminue, puisqu'une partie de l'énergie est perdue sous forme de chaleur.

Il faut ajouter de l'énergie à tout système pour qu'il continue à fonctionner. Si nous prétendons que la deuxième loi de la thermodynamique ne s'applique pas à nous, nous pouvons continuer à penser que l'économie peut croître indéfiniment. Mais ce n'est pas le cas. Nous avons toujours besoin de plus. **Ce besoin de toujours plus est un problème sur une planète dont les ressources sont limitées.**

Nicholas Georgescu-Roegen est souvent considéré comme le père de l'économie écologique parce qu'il a été le premier à montrer que toutes les ressources naturelles sont irréversiblement dégradées lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre d'une activité économique, et que nous devrions donc les prendre en compte plus attentivement dans notre vie économique et financière. Dans son ouvrage influent, "[*The Entropy Law and the Economic Process*](#)" (1971), il a critiqué l'économie néoclassique qui partait du principe que l'économie était un système circulaire fermé, sans inclusion d'énergie et de matériaux. Il a montré que l'économie néoclassique ne tient pas compte des matériaux dans tout système économique et néglige également la dégradation naturelle de ces matériaux ainsi que les déchets et la pollution qu'ils peuvent engendrer. Georgescu-Roegen a introduit le terme "faible entropie" pour décrire les ressources naturelles précieuses, et le terme "forte entropie" pour les déchets sans valeur et la pollution. Selon lui, tout ce que fait un processus économique, d'un point de vue physique, c'est transformer de manière irréversible des matériaux à faible entropie en matériaux à forte entropie. L'irréversibilité de ce processus économique est la raison pour laquelle les ressources naturelles sont rares et le recyclage des ressources matérielles est possible, mais seulement en ajoutant de l'énergie et d'autres ressources matérielles supplémentaires. Les ressources énergétiques, quant à elles, ne peuvent pas être recyclées du tout, mais sont dissipées sous forme de chaleur perdue.

Georgescu-Roegen a souligné que la Terre est un [système fermé](#) au sens thermodynamique du terme : elle échange de l'énergie, mais très peu de matière avec le reste de l'univers. Par conséquent, nous disposons principalement de deux sources de ressources à faible entropie : le stock de minéraux dans la croûte terrestre et le flux de rayonnement reçu du soleil. Étant donné que le soleil continuera à briller pendant des milliards d'années, le stock de minéraux de la Terre est la principale source de matériaux à faible entropie.

La physique et la chimie du changement climatique

Le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde nitreux et d'autres molécules (gaz à effet de serre ou GES) (chimie) peuvent piéger la chaleur (physique) dans l'atmosphère pendant des décennies. Plus ces molécules (chimie) sont nombreuses à piéger la chaleur sur une longue période (physique), plus l'atmosphère se réchauffe.

Le réchauffement de l'atmosphère entraîne le réchauffement des océans, ce qui provoque des ouragans plus violents (physique). L'air plus chaud retient davantage d'eau (physique), ce qui entraîne des tempêtes plus dévastatrices. Plus de molécules de GES dans notre atmosphère (chimie) entraînent des températures plus élevées (physique), ce qui fait fondre plus de glaciers (physique), ce qui fait monter le niveau des mers (physique). L'eau foncée absorbe plus de chaleur que la glace blanche (physique), de sorte que les océans deviennent encore plus chauds. Plus de molécules de GES dans l'atmosphère (chimie) entraînent plus de chaleur extrême (physique), ce qui rend plus difficile la survie des personnes (physique), des animaux (physique), des plantes (physique) et de nos infrastructures (physique).

Les lois de la physique sont immuables et non négociables. Elles n'auraient pas changé si cette météorite avait manqué la Terre il y a 65 millions d'années et si nous n'avions jamais eu la chance de remplacer les dinosaures, et elles resteront vraies quel que soit le choix de l'humanité à l'avenir. Les règles économiques qui encadrent nos décisions financières et politiques *sont, quant à elles, mutables et négociables. Si nous disparaissions, elles disparaîtront aussi.*

Les règles de l'économie et de la finance peuvent être et ont été pliées pour répondre à des besoins financiers et politiques. C'est peut-être la raison pour laquelle nous leur accordons plus d'importance dans nos prises de décision. **Les règles économiques que nous suivons nous obligent souvent à ignorer les lois de la thermodynamique.** Cela n'a peut-être pas d'importance à court terme (par exemple, brûler des combustibles fossiles ne changera pas le temps demain), mais faire passer l'économie avant la thermodynamique dans notre prise de décision est catastrophique à long terme.

Ignorer la physique au profit de l'économie nous a apporté le changement climatique, la sixième extinction de masse sur Terre, la dégradation des sols, la pollution de l'eau, l'acidification des océans, et bien d'autres choses encore.

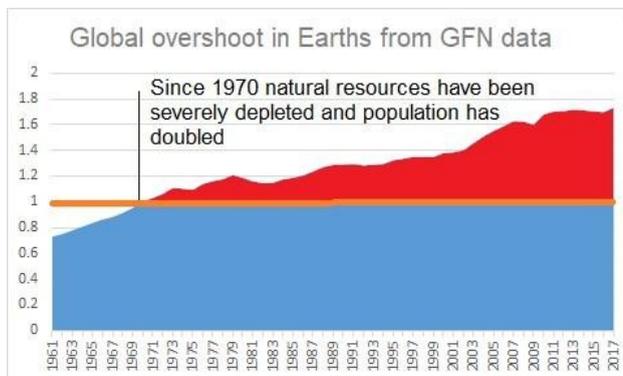
L'allocation efficace de ressources

Depuis la révolution industrielle, la prise de décision dans notre société a été largement régie par l'idée d'une *allocation efficace des ressources*. Dans cette optique, l'objectif de la finance est souvent cité comme étant "l'allocation efficace du capital".

Cependant, pendant la majeure partie de cette période, cette allocation efficace du capital a suivi la mauvaise règle de décision. La croissance économique, le profit et le retour sur investissement étaient les règles de décision les plus prises en compte. L'impact de ces choix sur le monde physique, au bénéfice ou au détriment de l'humanité, n'était souvent considéré que comme un problème pour les générations futures, si tant est qu'il ait été pris en compte.

Nous nous trouvons dans une situation de dépassement écologique parce que nombre de ces décisions passées ont ignoré les lois de la physique, et plus précisément les lois de la thermodynamique : les lois scientifiques qui régissent le fonctionnement des systèmes physiques. Cependant, les lois de la thermodynamique ont gardé la trace de toutes ces violations ; elles se sont accumulées et aggravées au fil des ans. **Le projet de loi visant à maintenir notre**

La mise en place et le fonctionnement du système de soutien à la vie arrivent à échéance. Nous sommes dans le rouge et nous devons beaucoup.



Comme l'explique le rapport 2021 "[L'économie de la biodiversité](#)", nous utilisons actuellement les ressources de la Terre comme si nous disposions de 1,6 Terre. Ce chiffre est bien plus élevé (4 à 6 Terres) dans la plupart des pays à revenu élevé. Cette surexploitation des ressources met à rude épreuve notre système de survie et menace de le briser.

Dépassement global de la Terre. Source : Poèmes pour le Parlement.

Nous pouvons prétendre que ce n'est pas le cas, mais c'est une décision politique. **La politique est une autre science créée par l'homme qui prétend ne pas devoir obéir aux lois de la thermodynamique, mais qui, en fin de compte, le fait toujours.**

Notre besoin de croissance économique continue continuera à dégrader notre système de survie. Les lois de la thermodynamique indiquent clairement qu'il n'y a pas de repas gratuit. Si nous insistons sur une croissance économique continue, nous devons la payer par une utilisation accrue d'énergie et de matériaux, ainsi que par une augmentation des déchets, ce qui conduira à un nouveau dépassement des limites de notre planète.

La croissance verte seule n'est pas la solution

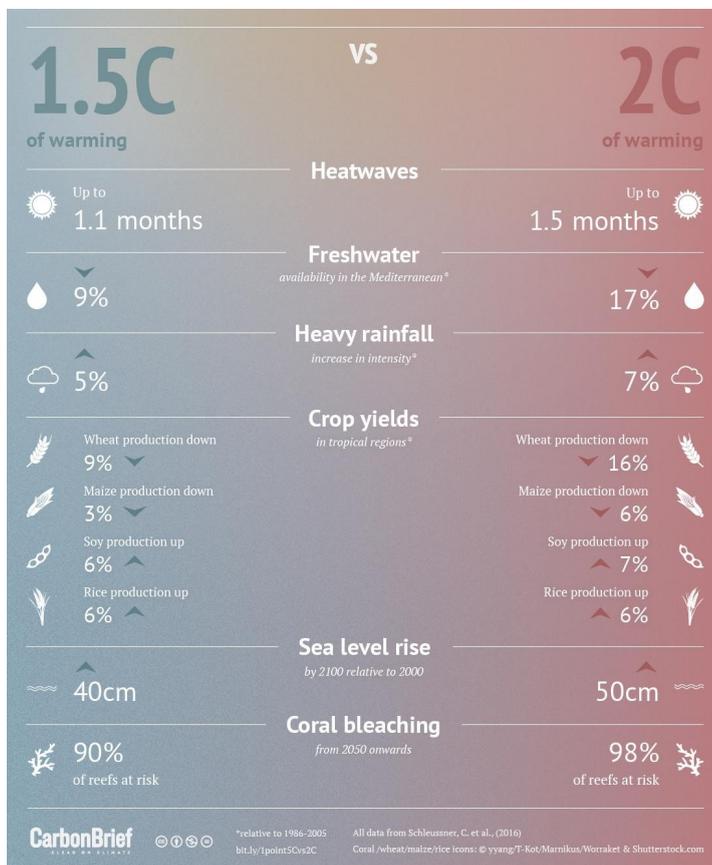
Nous devrions bien sûr adopter des sources d'énergie propres et les utiliser quand et où nous le pouvons. L'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique, géothermique et les autres sources d'énergie non fossiles sont toutes *relativement* propres par rapport aux combustibles fossiles. Le monde se dirige vers un avenir à faible teneur en carbone, et c'est une bonne chose. La question reste ouverte de savoir si nous y parviendrons assez rapidement pour faire une différence suffisante.

Mais nous devons être honnêtes avec nous-mêmes.

Quels numbrs arg wg travaillant avec hgrg ?

L'humanité a déjà émis une quantité considérable de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et des composés comme le CO₂ peuvent rester dans l'atmosphère pendant des décennies. Nous avons déjà dépensé une bonne partie de notre budget carbone. En 2015, l'accord de Paris a défini ce budget comme étant un réchauffement de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, qui est la limite estimée à laquelle nos environnements et nos moyens de subsistance sont susceptibles de rester intacts. La plupart des pays n'ont pas pris les mesures adéquates pour réduire les émissions de CO₂ et, par conséquent, la plupart des scientifiques s'accordent aujourd'hui à dire que le réchauffement de 1,5 °C est déjà acquis et que l'objectif d'un réchauffement de 2,0 degrés est de plus en plus menacé.

Selon des estimations récentes, les politiques mondiales actuelles devraient entraîner un [réchauffement d'2,7 °C](#) environ par rapport aux niveaux préindustriels. Si les pays respectaient leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), le réchauffement serait limité à 2,4 °C. Les CDN sont des promesses faites par les pays pour freiner le changement climatique.



A quoi ressemble un monde à 1,5 degré et à 2,0 degrés. Source : CarbonBrief.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a estimé en 2021 à 400 milliards de tonnes de CO₂ le budget restant pour rester dans la limite d'un réchauffement de 1,5 °C. Aujourd'hui, c'est encore moins. Aujourd'hui, c'est encore moins. Si nous continuons à faire des affaires (et à financer) comme d'habitude, ce budget restant disparaîtra très rapidement.

Pour nous rapprocher de 1,5 °C, nous devrions procéder à une transition sans précédent et rapide de nos industries de production d'énergie, de transport, de construction et d'agriculture, pour ne citer que les industries dont l'empreinte carbone directe est la plus importante. Pour y parvenir, les niveaux de CO₂ devraient baisser d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici à 2030, puis atteindre un niveau "net zéro" d'ici à 2050.

La croissance de la grggn n'est pas un bullgt silvgr

En 2021, l'AIE a indiqué que [la demande mondiale d'énergie augmentait plus rapidement que les énergies renouvelables](#). **Tant que la demande d'énergie dépasse la croissance des énergies renouvelables, nous sommes du mauvais côté de l'équation.** Cela nous amène au paradoxe de Jevons, selon lequel le progrès technologique augmente l'efficacité avec laquelle une ressource est utilisée, réduisant la quantité nécessaire, mais diminuant également le coût, ce qui à son tour augmente la demande. Ainsi, les gains d'efficacité tendent à conduire à une utilisation encore *plus importante* d'une ressource qu'à l'origine. Nous pouvons en voir de nombreux exemples dans notre vie quotidienne. Par exemple, lorsque notre société est devenue plus efficace dans l'utilisation de l'énergie fossile, nous avons fini par en consommer davantage parce que nous pouvions en avoir plus pour notre argent et que nous pouvions utiliser davantage une unité d'énergie. Nous avons acheté des voitures plus économes en carburant, mais nous avons ensuite conduit davantage, ce qui a annulé toute réduction des émissions.

Une transition énergétique qui se contenterait de remplacer toutes les "énergies sales" par des "énergies vertes" sans introduire d'autres changements, tels que la réduction de la consommation et l'augmentation de la réutilisation des matériaux (recyclage/économie circulaire), nécessiterait une accélération sans précédent de l'activité minière, qui continuerait à nuire à notre système de maintien de la vie, mais d'une manière différente. Le risque de changement climatique pourrait diminuer lentement, mais les problèmes liés à l'utilisation des terres, aux ressources en eau et à la perte de biodiversité seraient tous affectés par l'augmentation considérable de l'activité minière nécessaire à l'obtention des matériaux requis pour cette transition.

L'idée qui sous-tend la croissance verte est que la croissance du PIB est indépendante et peut être "découplée" des émissions de carbone et de l'utilisation des matériaux. Un [document publié Bureau européen de l'environnement](#) en 2019 par le a passé en revue la littérature empirique et théorique sur la réalité du découplage et est parvenu à la conclusion qu'il **n'existait aucune preuve empirique de l'existence d'un découplage entre la croissance économique et les pressions environnementales à l'échelle nécessaire pour éviter une dégradation de l'environnement** et qu'un tel découplage semblait peu probable dans les délais nécessaires pour éviter les pires conséquences du changement climatique.

Les auteurs du rapport identifient sept raisons pour lesquelles l'hypothèse du découplage entre la consommation d'énergie fossile et la croissance économique échoue souvent.

La fausse promesse du découplage

Augmentation des dépenses énergétiques	Les sources d'énergie bon marché et faciles à acquérir sont exploitées en premier. Mais au fur et à mesure que ces ressources deviennent plus difficiles d'accès, il faut plus d'énergie pour les atteindre. L'efficacité de l'extraction de ces ressources diminue avec le temps, ce qui entraîne une utilisation accrue d'énergie.
Effet de rebond	L'amélioration de l'efficacité énergétique rend l'utilisation de cette ressource plus abordable, de sorte que nous en utilisons davantage (paradoxe de Jevon).
Déplacement du problème	Nous résolvons un problème (les émissions de CO ₂) pour en créer un autre (l'augmentation des dommages causés par l'exploitation minière). Toutes les frontières planétaires doivent être prises en compte en même temps.
Sous-estimation de l'empreinte des services	Bien qu'ils puissent être moins gourmands en ressources que les produits dans certains cas, les services ne remplacent pas l'économie matérielle. Ils existent en plus de celle-ci et ont toujours leur propre empreinte.
Potentiel de recyclage limité	Il y a des limites à ce qui peut être recyclé. Il est coûteux et nécessite de l'énergie.
La plupart des nouvelles technologies sont soit non pertinentes, soit non perturbatrices, soit trop lentes.	Souvent, les nouvelles technologies ne ciblent pas les facteurs de production importants pour l'efficacité écologique, ne sont pas suffisamment perturbatrices ou ne peuvent pas être mises à l'échelle à un rythme suffisamment rapide pour résoudre le problème.
Transfert des coûts	Déplacer un problème au loin. La délocalisation de la production peut réduire la dégradation de l'environnement local, mais le problème est simplement "déplacé" ailleurs et ses effets ne disparaissent pas.

Pour parvenir à un véritable découplage, chacun de ces facteurs devrait être pris en compte.

Les auteurs notent qu'entre 1970 et 2010, l'utilisation totale de matériaux au niveau mondial a [plus que triplé](#), et que [l'intensité matérielle du PIB par habitant a augmenté de 60 %](#) entre 1900 et 2009. Ainsi, même si les émissions de carbone et le PIB pouvaient être découplés, nous n'avons actuellement aucune raison de croire que l'utilisation de matériaux et le PIB pourraient diverger.

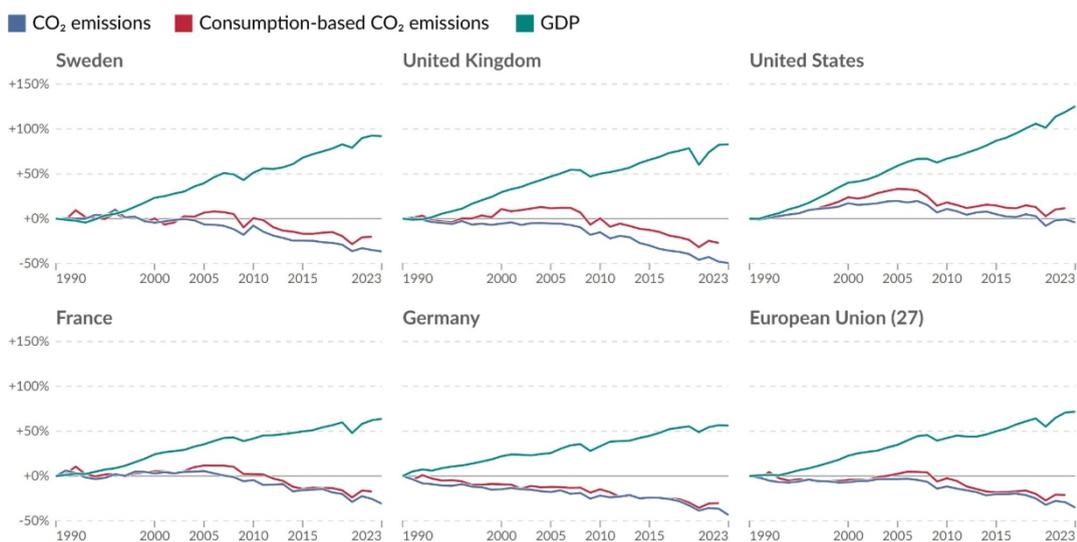
Le dgcoupling est-il possible ?

Pour être honnête, certaines économies ont commencé à dissocier la croissance de leur PIB national de l'énergie fossile, comme le montre ce graphique de [Our World in Data](#).

Change in CO₂ emissions and GDP

Our World
in Data

Consumption-based emissions¹ are national emissions that have been adjusted for trade. This measures fossil fuel and industry emissions². Land-use change is not included.



Data source: Data compiled from multiple sources by World Bank (2025); Global Carbon Budget (2024)

Note: GDP is measured in international-\$³ at 2021 prices to account for inflation and differences in living costs between countries.

OurWorldinData.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions | CC BY

Variation des émissions de CO₂ et du PIB. Source : Our World in Data : Notre monde en données.

Une grande partie de cette "diminution" des émissions dans le Nord global est due à la délocalisation de la production vers des pays comme l'Inde et la Chine, qui ont connu une explosion des émissions de CO₂ depuis le début de la période mesurée (1990).

Les émissions de CO₂ en Chine entre 1990 et 2022 ont augmenté de 5,84 tonnes par habitant, soit une hausse de 271 %. Il s'agit d'un transfert de coûts qui ne résout pas le problème.

Au cours de la même période, les émissions des États-Unis ont diminué de 5,69 tonnes par habitant, soit une baisse d'environ 28 %. Toutefois, les émissions par habitant s'élevaient encore à environ 14,95 tonnes par habitant en 2022. Cette diminution de 28 % des émissions de combustibles fossiles en provenance des États-Unis n'est pas à négliger. Mais elle doit se rapprocher de 100 % si nous voulons éviter certains des effets les plus dévastateurs du changement climatique.

Le titre d'un article de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de janvier 2024 est éloquent : la relation entre la croissance du PIB et les émissions de CO₂ s'est relâchée ; [elle doit être complètement rompue](#).

Il est peu probable que la croissance soit possible.

En octobre 2024, Simon P. Michaux, professeur associé travaillant pour le Geological Survey of Finland, a publié un article intitulé [Estimation de la quantité de métaux nécessaires à l'élimination progressive des combustibles fossiles dans le cadre d'un remplacement complet du système, par rapport aux ressources minérales.](#)

Michaux a estimé à 48 939,8 térawattheures (TWh) la capacité annuelle supplémentaire totale de production d'électricité à partir de combustibles non fossiles nécessaire pour éliminer complètement les combustibles fossiles et maintenir l'écosystème industriel existant. À titre de référence, la consommation mondiale d'électricité en 2018 était de 26 652,7 TWh. Si nous n'utilisons plus de combustibles fossiles, nous aurions besoin de 796 709 nouvelles centrales électriques non fossiles. Ce n'est pas une mince affaire.

Michaux souligne également que nous disposons de très peu de certains minéraux et métaux nécessaires pour remplacer une fois pour toutes les infrastructures de combustibles fossiles par des alternatives "propres". Même si nous utilisons toutes les réserves connues et autorisons l'exploitation minière sous-marine (ce qui aurait de sérieuses implications pour les différentes frontières planétaires), nous n'aurions pas assez d'éléments comme le lithium, le cobalt, le graphite et le vanadium pour y parvenir.

Une énigme

Une étude récente de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que [l'utilisation des ressources est en passe de doubler d'ici 2060](#) mondiales. Si nous vivons dans un monde plein qui a déjà franchi six des neuf limites planétaires, un tel doublement de l'utilisation des ressources pourrait être catastrophique à la fois pour les entreprises et pour l'humanité.

L'imposition d'un véritable coût à l'activité économique, qui ferait payer aux entreprises les externalités dont elles sont responsables, aurait des répercussions dévastatrices sur l'économie. Une étude récente montre **que si les entreprises devaient internaliser les coûts de ces externalités, la plupart d'entre elles ne seraient pas rentables.** L'étude estime que les entreprises [utilisent d'une valeur d'environ 7 300 milliards de dollars](#) chaque année [un capital naturel](#) pour lequel elles ne doivent pas payer.

Nous nous trouvons face à un dilemme. Notre activité économique détruit la biosphère. C'est un problème parce que c'est là que nous vivons. Il n'existe pas de nouvelle biosphère vers laquelle nous pourrions nous déplacer.

Nous vivons dans un monde plein et nous devons réduire les déchets que nous produisons avant qu'ils ne détruisent les systèmes naturels qui constituent notre système de survie. Mais cela pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur l'activité économique. C'est en grande partie la raison pour laquelle les plans de lutte contre le changement climatique et le dépassement écologique ont été plutôt tièdes et inefficaces jusqu'à présent. L'arrêt de la croissance n'est pas considéré comme culturellement ou politiquement réalisable.

Il existe cependant un moyen de sortir de cette situation difficile.

Réaliser une économie véritablement durable : Décroissance

En tant que civilisation, nous avons pris un retard considérable dans la construction d'un monde durable. Nous avons ignoré le franchissement des limites planétaires et conduit notre système de survie dans un territoire très dangereux. Ce système de survie est destiné à soutenir les générations futures, mais il ne pourra pas le faire si nous ne revenons pas dans la zone de sécurité de nos limites planétaires.

Pour que cela soit possible, nous devons sortir de l'engrenage de la "croissance pour la croissance". Nous devons ralentir.

Nous devons décroître.

Degrowth dgingd

La décroissance n'est pas un système économique en soi. C'est une voie vers un monde post-croissance.

Il existe de nombreuses définitions de la décroissance, mais pour l'instant, nous utiliserons la suivante :

"Une réduction équitable de la production et de la consommation qui accroît le bien-être humain et améliore les conditions écologiques au niveau local et mondial, à court et à long terme²".

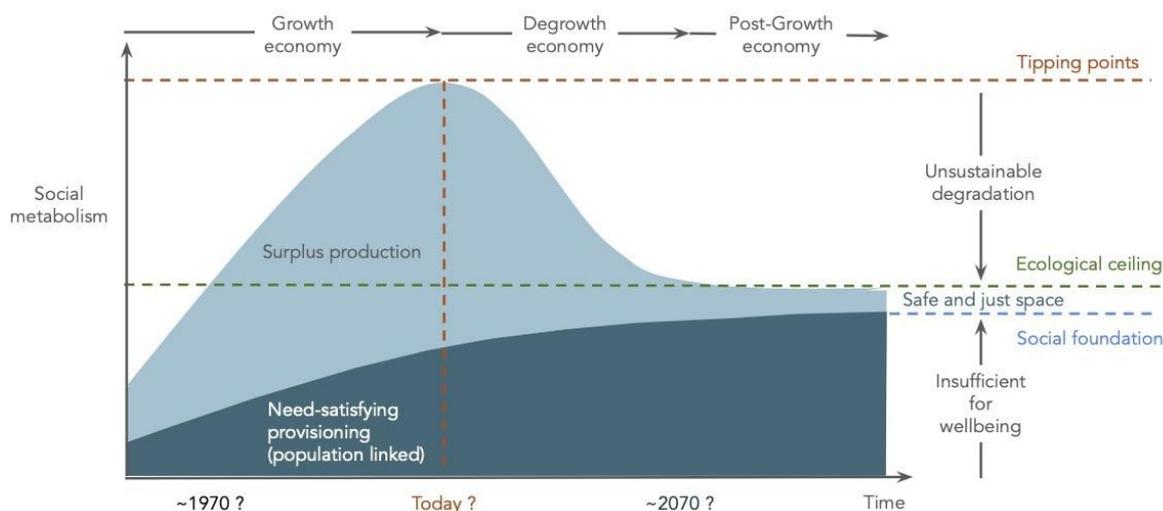
Le mot "décroissance" n'a pas été conçu pour être poli. Il visait à dénoncer le statu quo comme un système qui a besoin d'être modifié. Le mot décroissance est une traduction du mot français "*décroissance*", qui signifie réduction (et aussi littéralement "dé-croissance"). [Le terme a été inventé en 1972](#) par Philosophe autrichien et français, André Gorz. [Le terme anglais est apparu pour première fois à l'occasion de la première conférence sur la décroissance qui s'est tenue à Paris en 2008.](#)

La décroissance a également été choisie comme mot parce qu'elle est plus difficile à corrompre. Tout mot ou toute idée qui remet en question le statu quo est souvent adopté et finalement défiguré par le statu quo. Prenons l'exemple du mot "durabilité" et de l'éthique qui le sous-tend. Dans le monde de l'investissement, la durabilité était à l'origine censée garantir qu'une entreprise ou un investisseur agissait de manière durable. Pourtant, des décennies plus tard, nombreux sont ceux qui affirment que trop d'entreprises et trop d'investisseurs utilisent les mots "durable" et "soutenable" dans le cadre de campagnes cyniques d'écoblanchiment, et ce pour de bonnes raisons.

Nous avons du mal à imaginer que des entreprises puissent promouvoir des produits de "décroissance" dans leurs efforts de marketing, ou que des sociétés d'investissement puissent vendre des fonds d'investissement de "décroissance", mais qui sait ?

La décroissance n'est pas une destination en soi, mais une voie vers un état plus stable, où nous n'utilisons que les ressources d'environ 1,0 Terre pour vivre notre vie. Elle concerne principalement les pays du Nord car ils ont dépassé leur budget écologique (nous y reviendrons). Essentiellement, la décroissance signifie que l'on ne met pas l'accent sur le PIB comme mesure de la réussite nationale ou économique et que l'on s'attache à répondre à nos besoins physiques d'une manière qui soit durable pour la planète et pour nous.

²François Schneider, Giorgos Kallis et Joan Martinez-Alier, "*Crisis or Opportunity? Economic Degrowth for Social Equity and Ecological Sustainability*", *Journal of Cleaner Production* 18 (2010) : 511.



La transition de la croissance à une économie post-croissance/état stable, en passant par la décroissance. Adapté de : [Finance orientée vers la décroissance : une exploration préliminaire](#). Jennifer Wilkins & Anastasia Linn (2024).

Dans l'état actuel des choses, il s'agira de recentrer les économies à haut revenu sur le bien-être plutôt que sur la surconsommation. Il s'agira de réduire progressivement les secteurs de l'économie qui nuisent à notre survie et d'orienter les investissements vers les secteurs de l'économie qui nous aideront à survivre. **La décroissance consiste essentiellement à veiller à ce que nos besoins soient satisfaits et à réduire les désirs qui menacent notre capacité à satisfaire nos besoins.** Cela signifie qu'il faut limiter les besoins qui sont très destructeurs pour notre système de survie, comme les jets privés, mais pas ceux qui sont relativement bénins, comme les voyages en train. Nous verrons un exemple de réduction - mais non d'élimination - des désirs dans le chapitre suivant, lorsque nous discuterons de la réduction de l'industrie bovine et laitière.

La croissance n'est pas l'austérité

L'austérité est souvent prescrite pour équilibrer les déficits budgétaires nationaux. "L'équilibre budgétaire se traduit souvent par une réduction des dépenses publiques, une augmentation des impôts, voire les deux. L'austérité a un impact disproportionné sur les personnes situées au bas de l'échelle économique, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus aux produits de première nécessité. Il en résulte un sentiment de privation, car les choses que vous aviez auparavant vous sont retirées. Vous voulez toujours ces choses, mais vous ne pouvez pas les avoir. Vous espérez pouvoir les avoir à nouveau lorsque l'austérité sera terminée.

La décroissance n'est pas la même chose que l'austérité. La décroissance implique qu'une société décide qu'elle peut se contenter de moins parce qu'elle se rend compte que le fait d'avoir toujours besoin de plus la détruira. Elle permet de vivre dans un monde différent - une économie stable - où les besoins sont satisfaits d'une manière que notre planète peut se permettre. Une fois que l'on se trouve dans une économie stable, l'objectif est d'y rester. Il n'est pas question de revenir à la situation antérieure, car la société se rend compte qu'un tel mode de vie est destructeur et non durable.

La décroissance consiste à limiter la taille de notre économie afin de rester dans les limites de ce qui est sûr pour la survie et l'épanouissement de l'humanité. Notre système actuel place les résultats financiers et économiques au premier plan. Nous devons passer à un système qui place notre survie en tant que société au premier plan.

Développement des politiques

La plupart des politiques que nous énumérons ici ne sont pas nouvelles. Nombre d'entre elles ont été discutées et testées pendant des décennies par l'économie néoclassique, l'économie écologique et d'autres disciplines. Nous les rassemblons ici parce qu'elles illustrent certaines des politiques susceptibles d'être mises en œuvre si une économie - ou l'économie mondiale - s'engageait sur la voie de la décroissance.

Semaine de travail de quatre jours (ou moins)

La semaine de cinq jours n'a rien de sacré ; elle fait simplement partie du système de travail qui a évolué et que nous acceptons. Plusieurs pays expérimentent la semaine de quatre jours, notamment l'Islande, l'Angleterre et les Émirats arabes unis, de même que des entreprises telles qu'Unilever et Microsoft. La semaine de quatre jours nous donne plus de temps. Elle est également bénéfique pour l'environnement. Si nous travaillons moins, nous ne voyageons pas autant et nous avons tendance à faire des choix de consommation moins gourmands en ressources. Cela pourrait également permettre de partager la charge de travail (face à l'automatisation).

Moratoire sur les nouveaux projets de carburants à base de carbone

De nombreux scientifiques, y compris les spécialistes de la décroissance, appellent à l'arrêt des projets à forte intensité de carbone et des investissements dans l'extraction de nouveaux combustibles fossiles. Un rapport de 2022 intitulé [Banking on Climate Chaos](#) a révélé que depuis la signature de l'accord de Paris en 2015, les 60 plus grandes banques du monde ont financé des projets de combustibles fossiles à hauteur de 4,6 billions de dollars. Au cours des cinq années qui ont suivi l'accord de Paris, les projets d'énergie "verte" ont reçu environ 203 milliards de dollars provenant de l'émission et de la souscription d'obligations. Avec de tels chiffres, faut-il s'étonner que nous ne soyons pas sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs climatiques ?

Des impôts plus élevés sur les richesses extrêmes

Si les ultra-riches consomment plus que le reste d'entre nous et [sont les plus responsables du changement climatique](#) au niveau individuel, la plus grande partie de la richesse de l'Union européenne n'a pas d'incidence.

L'argent des ultra-riches n'est pas utilisé pour la consommation. Il n'y a qu'un nombre limité de maisons et de produits de luxe à acheter. La majeure partie de la richesse des ultra-riches est investie, et une grande partie de ce capital est prêtée ou investie pour engendrer la croissance. Souvent, l'argument contre l'augmentation des impôts sur les riches met l'accent sur le fait que les riches sont responsables des investissements qui conduisent à la croissance de l'économie. Mais dans le monde d'aujourd'hui, nous ne devrions encourager la croissance que lorsqu'elle contribue à atténuer le changement climatique et le dépassement écologique ou qu'elle n'a que peu ou pas d'impact négatif. Ce n'est pas le cas actuellement.

Taxer le carbone et non le travail

Les économistes du monde entier s'accordent à dire qu'une tarification du carbone par le biais d'une taxe directe ou d'un marché du carbone "cap and trade" (plafonnement et échange) contribuerait grandement à sevrer le monde des combustibles fossiles. Les économistes apprécient le prix du carbone parce qu'il incite les entreprises et les particuliers à modifier leur comportement en fonction des incitations qui leur sont données. Si notre société souhaite un certain type de comportement, nous devons le soutenir. S'il y a un type de comportement que nous n'aimons pas, nous devrions mettre en place des mesures de dissuasion pour le décourager. Un prix sur le carbone est un moyen d'appliquer cela dans la pratique.

Une transition juste

Une "transition juste" reconnaît que de nombreuses personnes sont actuellement employées dans des secteurs non durables et que nous ne devrions pas nous contenter de les licencier et de les laisser derrière nous lorsque l'économie évolue. Une transition juste vise à aider ces personnes à s'orienter vers des technologies plus écologiques ou vers d'autres domaines qui utilisent les compétences qu'elles ont acquises ou qui s'appuient sur des centres d'intérêt qu'elles considèrent comme importants. Au Canada, par exemple, une loi a été adoptée en 2024 pour faciliter la [transition des emplois liés aux combustibles fossiles vers des emplois liés aux énergies vertes](#). Mais cela va bien au-delà des personnes qui travaillent dans le secteur des combustibles fossiles. Nous devons donc être présents pour aider les personnes travaillant dans des secteurs tels que le transport privé, la publicité, les produits de luxe et, bien sûr, la finance, à se réorienter vers de nouvelles carrières. Les deux exemples de politiques suivants peuvent y contribuer.

Revenu de base universel (RBU)

Ce type d'expérience de revenu minimum a été testé à grande échelle lors de la pandémie de grippe aviaire de 19 ans est survenue au moment où de nombreux Américains ont reçu des chèques de relance. On estime que sans l'aide des chèques de relance, le taux de pauvreté aux États-Unis [serait passé de 14 % à plus de 19 %](#). Au contraire, grâce à cette action fédérale, le taux de pauvreté a baissé de quelques points de pourcentage et jusqu'à 18 millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté à court terme.

Il y a une cinquantaine d'années, une expérience économique et sociale a eu lieu dans la petite ville de Dauphin, au Manitoba, au Canada, qui a lancé le débat sur le RBU. Pendant les quatre années qu'a duré l'expérience, les familles pouvaient recevoir un revenu de base de 16 000 dollars canadiens (environ 12 000 dollars) pour l'année.

Les mesures de la santé physique et mentale se sont améliorées. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté et davantage d'étudiants ont terminé leurs études secondaires. Les recherches menées dans le cadre de l'expérience Dauphin ont montré une [diminution de 8,5 % des hospitalisations](#) sur une période de quatre ans. Il y a eu moins de accidents liés à l'alcool et moins de problèmes de santé mentale. Enfin, les personnes vivant dans la pauvreté n'ont pas eu à s'endetter excessivement en cas d'urgence.

De nombreux projets pilotes similaires ont été menés depuis en [Finlande, en Allemagne, en Corée du Sud, à Stockton, en Californie, et dans un certain nombre d'autres villes des États-Unis](#). Le revenu universel de base pourrait être un élément clé pour faciliter la transition juste mentionnée ci-dessus en rendant les gens moins dépendants de leur emploi rémunéré pour survivre.

Services universels de base

Notre système actuel repose en grande partie sur la rareté artificielle de choses essentielles à notre vie. Les soins de santé en sont un bon exemple, mais il y en a beaucoup d'autres. Aux États-Unis, les soins de santé ne sont pas un droit. C'est un produit dont l'accès est contrôlé par des gardiens tels que les entreprises pharmaceutiques, les prestataires de soins de santé et d'autres. Ce système encourage la rareté pour générer des profits. Cela rend les soins de santé plus coûteux qu'ils ne le seraient autrement. Nous avons tous besoin de soins de santé ; comme ils sont coûteux, nous passons plus de temps à travailler, à produire plus de choses dont nous n'avons pas besoin, afin d'avoir l'argent nécessaire pour accéder à quelque chose dont nous avons besoin - dans ce cas, les soins de santé.

L'éducation, le logement, l'alimentation, l'énergie, les transports publics et l'accès à l'internet ne sont que quelques-uns des domaines qui sont parfois pris en compte dans les discussions sur les services de base universels. A

Une société qui fournit ces services aurait un effet direct sur le bien-être et réduirait notre besoin de travailler davantage pour acheter les produits de base de la vie.

Garanties publiques d'emploi

Si la croissance ralentit, des millions de personnes perdront leur emploi, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas abandonner le capitalisme tel que nous le connaissons, n'est-ce pas ? Peut-être pas. Une petite ville autrichienne a mis en place un [programme de garantie de l'emploi en 2020](#), destiné à améliorer le bonheur et la sécurité financière des citoyens tout en renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté. Ce programme a permis de [mettre fin au chômage de longue durée](#).

[Plus d'une douzaine de pays](#) disposent aujourd'hui d'une forme ou d'une autre de programme de garantie de l'emploi, dont les États-Unis, l'Argentine, la France, l'Afrique du Sud et l'Inde.

Les garanties d'emploi permettraient également de concurrencer quelque peu les talents sur le marché du travail et de fixer la norme de ce qui est attendu en matière de qualité de vie, en contribuant à la mise en œuvre de politiques telles que la semaine de travail de quatre jours.

Passer d'un modèle de propriété à un modèle d'utilisation

Les voitures sont un exemple de ce modèle. En 2022, [environ 284 millions de véhicules](#) étaient immatriculés aux États-Unis. La population totale des États-Unis en 2021 était d'environ 333 millions d'habitants. Il n'y a donc pas 284 millions de conducteurs aux États-Unis. Si l'on ajoute à cette équation l'évolution des villes vers des modèles plus propices à la marche et au vélo et l'avènement, dans un avenir assez proche, de véhicules au moins partiellement autonomes (sans conducteur), il n'est pas difficile d'imaginer une Amérique où [il ne sera pas nécessaire de posséder une voiture](#), mais où il sera possible d'en convoquer une quand on le voudra.

Le même principe s'applique aux outils électriques ou à tout autre objet ménager pouvant être partagé. Qu'en est-il de cette ponceuse électrique que vous n'utilisez que tous les deux ans ? Empruntez-en une dans une bibliothèque d'outils et vous n'aurez pas 1) à en acheter une vous-même ou 2) à la laisser prendre de la place et de la poussière le reste du temps. Prenez des initiatives comme celles-ci sans but lucratif et/ou appartenant à la collectivité, et vous aurez une base solide pour une économie plus efficace, plus juste et plus durable.

Une vie plus agréable pour les piétons et les cyclistes

Les villes et les banlieues dans lesquelles la plupart d'entre nous vivent (surtout aux États-Unis) ont été conçues autour de la voiture. Cela doit changer. Les villes offrent certains des meilleurs endroits pour passer de la dépendance à l'égard de la voiture à la marche ou au vélo. Les exemples ne manquent pas. Amsterdam a adopté [un programme "sans voiture" en 27 points](#) pour rendre la ville plus accueillante pour les piétons et les cyclistes. Il s'agit notamment de supprimer 11 200 places de stationnement et d'utiliser l'espace supplémentaire pour élargir les rues et les pistes cyclables. D'ici à 2030, Amsterdam n'autorisera plus aucun véhicule à essence ou diesel dans la ville. De nombreuses autres villes ont pris des mesures similaires. Comme toujours, c'est une question de volonté politique.

Les lois contre l'obsolescence programmée qui autorisent le droit à la réparation

L'obsolescence programmée est une stratégie qui consiste à concevoir intentionnellement un produit dont la durée de vie est limitée, de sorte qu'il devienne obsolète ou démodé après une certaine période, de sorte que les consommateurs soient contraints d'acheter un nouvel article plus souvent.

On estime qu'[environ 50 millions de tonnes de déchets électroniques sont produits chaque année](#). Environ 85 % de ces déchets sont généralement jetés. La réduction de l'obsolescence programmée pourrait faire baisser considérablement ces chiffres. On peut s'attendre à des gains similaires dans des secteurs comme la mode.

En 2024, l'UE a [adopté une loi sur le droit à la réparation](#). Cette règle obligera les entreprises à garantir leurs produits pendant 12 mois supplémentaires après leur réparation. Les consommateurs auront également plus de choix entre la réparation et le remplacement des produits défectueux pendant une période que les vendeurs seront tenus d'offrir. Si ces lois se répandent, à l'avenir, davantage d'articles seront fabriqués pour durer et les matériaux qui les composent (une fois extraits) seront utilisés le plus longtemps possible.

La décroissance ne consiste pas seulement à réduire notre empreinte de consommation à un niveau durable. Il s'agit également de se concentrer sur des résultats humains réels plutôt que sur des résultats économiques abstraits ou contre-productifs. La décroissance accorde une grande importance à la création de communautés car, pour la plupart des habitants de la planète, après avoir atteint un certain niveau de richesse, le sentiment d'appartenance à une communauté est beaucoup plus révélateur de bonheur et de bien-être que l'accumulation de richesses. Si la communauté est si importante, nous devrions la valoriser en tant que telle.

Des trajets différents : Le Nord et le Sud

Toute discussion sur la décroissance doit inclure une discussion sur ce que l'on attend respectivement du Nord et du Sud de la planète. Le Nord se réfère aux nations les plus riches et les plus industrialisées de l'hémisphère nord.

Historiquement, le Nord de la planète a contribué bien davantage au changement climatique et à la dégradation de l'environnement que le Sud.

Par exemple, [les émissions moyennes de CO₂ pour une personne](#) en Inde - le pays le plus peuplé du monde - sont d'environ 1,9 tonne par an. Aux États-Unis, ce chiffre est d'environ 14,4 tonnes par an. Une famille de deux personnes aux États-Unis émet plus qu'une famille de quatorze personnes en Inde. L'histoire de l'utilisation des ressources et de la dégradation de l'environnement est similaire.

Par conséquent, tout discours sur la décroissance se concentre principalement sur les économies du Nord, où l'adoption de politiques de décroissance peut s'avérer plus bénéfique. Les économies du Sud doivent bien sûr chercher à se sevrer des combustibles fossiles et des pratiques environnementales destructrices, mais c'est sur les actions des pays du Nord qu'il faut concentrer notre énergie et nos ressources si nous voulons relever de manière adéquate les défis environnementaux et sociaux qui se présentent à nous. S'orienter vers l'indépendance en matière de croissance permettrait également aux pays du Sud de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour des stratégies d'adaptation et d'atténuation autodéterminées, c'est-à-dire qu'ils sautent des étapes ou développent leurs propres solutions pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés, au lieu d'être accablés par les attentes du Nord en matière de "développement" ou de paiement de la dette au FMI.

La croissance n'est pas une question de contrôle de la population

Il convient d'évoquer brièvement une idée reçue sur la décroissance.

Le "*piège malthusien*" doit son nom à l'économiste Thomas Malthus du 18^e siècle. Le "piège" est une théorie qui suppose que les améliorations technologiques conduisent finalement à l'effondrement de l'économie par le biais d'une réduction de la pauvreté.

une augmentation de la population qui dépasserait les ressources de n'importe quelle nation. Malthus a souvent mis l'accent sur la population en tant que problème, notant que si la population augmentait trop, cela conduirait inévitablement à une pénurie de ressources et de nourriture, entraînant une famine et une catastrophe. À tort ou à raison, depuis l'époque de Malthus, nombreux sont ceux qui l'ont accusé de soutenir le contrôle de la population afin d'éviter les cycles d'expansion et de récession qui aboutissent à la famine et à la souffrance humaine.

Les ressources et la population jouent un rôle dans nos problèmes environnementaux. Cependant, la majorité des ouvrages sur la décroissance ne font pas l'éloge de Malthus, ni même n'en parlent beaucoup. La décroissance se concentre sur la vie dans les limites de la planète, en utilisant la politique, les changements culturels et l'énergie verte pour y parvenir. Il s'agit de subvenir aux besoins de tous, quel que soit le nombre d'habitants de la planète. Si les populations augmentent ou diminuent, tout ce que cela signifie, c'est que les calculs changent en ce qui concerne les ressources disponibles et les matériaux utilisés. *Le contrôle de la population n'est pas un objectif de la décroissance.*

La croissance n'est qu'une partie de la réponse

La décroissance est une voie vers un mode de vie plus durable. Il est plus sûr de vivre dans les limites de ce que Mère Nature a prévu pour nous que de continuer sur la voie actuelle. S'engager sur la voie de la décroissance est une question de survie, car le maintien du statu quo conduit finalement à l'effondrement. Le cadre des limites planétaires nous lance plusieurs avertissements, montrant qu'un tel effondrement n'est pas un problème à venir dans un avenir lointain, mais bien un problème auquel nous pourrions être confrontés au cours de notre vie.

La qualité de vie peut remplacer la croissance économique comme objectif. Une fois nos besoins fondamentaux satisfaits, les gains de bonheur et de bien-être ne dépendent souvent pas de facteurs économiques. Ils dépendent de la santé, des relations humaines, de l'appartenance à quelque chose de plus grand que nous, de la souveraineté sur notre temps et du sens que nous donnons à notre vie. Les pays à revenu élevé doivent abandonner les économies axées sur la consommation et la poursuite d'une croissance économique perpétuelle, car elles n'améliorent les résultats économiques et sociaux que pour un petit groupe de leurs sociétés, au détriment de tout le reste. Nous devons passer à une société post-croissance qui privilégie le bien-être à la consommation et la santé écologique à la croissance économique.

Penser en systèmes

La pensée systémique tente de comprendre de nombreux systèmes et leur interaction afin de résoudre un problème de manière adéquate. La pensée systémique nous aide à mieux visualiser le monde réel qui nous entoure, comme le montrent les modèles de monde vide/plein qui utilisent la pensée systémique pour corriger les erreurs de notre économie.

Chacune des limites planétaires est liée à d'autres. L'endommagement de l'une d'entre elles provoque des dégâts ailleurs, mais l'amélioration de l'une d'entre elles peut également améliorer l'état d'autres frontières planétaires.

Il en va de même pour l'ensemble de la planète. Notre économie est imbriquée dans notre société, qui est imbriquée dans la biosphère. Il existe des connexions et des impacts entre chacun de ces systèmes et entre les systèmes à l'intérieur de ces systèmes.

Notre économie est liée à l'exploitation des ressources, mais nous avons également besoin de ces ressources à long terme, et nous devons donc protéger la biosphère et l'aider à se régénérer. Après tout, c'est notre système de survie.

L'ouvrage de référence de Donella Meadows, [*Thinking in Systems*](#), est un bon point de départ pour ceux qui cherchent à comprendre le monde sous l'angle des systèmes. Pour reprendre les termes de Meadows, "il faut comprendre comment fonctionne un système avant de pouvoir le changer".

Meadows nous met également en garde contre la nécessité de connaître l'objectif d'un système avant de pouvoir le comprendre pleinement. L'objectif d'un système n'est pas ce que nous disons qu'il fait, mais ce qu'il fait réellement : les résultats de ce système.

Par exemple, le capitalisme tel qu'il est pratiqué actuellement a contribué à certains progrès sociétaux, mais c'est aussi un système qui nous incite à détruire notre système de survie par la surproduction, la surconsommation et l'exploitation des systèmes de la Terre sans aucun plan pour les reconstituer de manière durable. Le capitalisme tel que nous le pratiquons actuellement n'est pas équipé pour assurer la survie à long terme de l'humanité.

Meadows définit ce problème comme "la recherche du mauvais objectif". Si les objectifs sont fixés de manière imprécise ou incomplète, il ne faut pas s'étonner si ce que nous obtenons du système n'est pas ce que nous souhaitons. Si nous voulons une économie qui se situe confortablement dans l'environnement opérationnel sûr du beignet (sous le plafond des frontières planétaires et au-dessus d'un plancher de besoins sociaux), nous devons concevoir un système qui y parvienne. Nous ne pouvons pas utiliser un système dont nous savons déjà qu'il ne fonctionne pas et espérer obtenir des résultats différents.

La pensée systémique nous oblige à sortir de nos silos spécialisés et à comprendre comment notre rôle dans le système peut aider ou nuire à notre propre survie et à notre bien-être à long terme. Un professionnel de la finance doit comprendre suffisamment la physique et la chimie du monde naturel pour connaître les limites de l'ingénierie financière qu'il pratique. Un ingénieur doit comprendre non seulement ce qui est possible en raison des lois de la physique, mais aussi ce qui est possible sur le plan financier et politique. Un dirigeant d'entreprise doit comprendre les garde-fous de la physique et de la chimie pour savoir si sa stratégie est viable à long terme. Un investisseur a besoin d'une compréhension similaire de la physique et de la chimie pour savoir quelles sont les entreprises de son portefeuille qui vivent sur du temps emprunté parce que leur modèle d'entreprise ignore la deuxième loi de la thermodynamique.

Changg takgs lgadgrship

Ignorer un système de survie défaillant pour un confort ou un gain à court terme n'est pas du leadership.

Nous devons changer ces systèmes, en faisant de la santé de nos systèmes planétaires une priorité. À ce jour, la plupart des efforts actuels en matière de "durabilité" ne sont que de la poudre aux yeux, car ils ne s'attaquent pas de manière adéquate aux problèmes systémiques qui sous-tendent le changement climatique et le dépassement écologique.

La réglementation et les divulgations relatives au climat et à la nature n'ont guère fait bouger l'aiguille, car nous sommes toujours confrontés à un changement climatique d'environ 2,7°C sur la base d'estimations optimistes, et 6 des 9 frontières planétaires ont dépassé l'espace de fonctionnement sûr pour l'humanité.

Vendre des crédits carbone, qualifier un fonds de "vert" parce qu'il est légèrement orienté vers la technologie, faire la promesse d'une consommation nette zéro sans planification détaillée, tout cela ne fait pas grand-chose pour changer les systèmes qui ont besoin d'être changés.

Nous devons comprendre comment les systèmes interagissent afin de pouvoir agir à une échelle qui permette d'améliorer plusieurs systèmes à la fois.

Un exemple : l'industrie laitière et l'industrie de la viande bovine

Les industries de la viande bovine et des produits laitiers ont un impact négatif important sur plusieurs systèmes planétaires. Les émissions produites par le bétail et le transport de la viande bovine et des produits laitiers ont un impact direct et profond sur le climat. Les bovins de boucherie et les vaches laitières occupent également une grande partie des terres. Aux États-Unis, [environ 41 % des terres](#) des 48 États inférieurs sont consacrées à l'élevage du bétail ou à la production d'aliments pour animaux. Une légère réduction de ce pourcentage permettrait d'ouvrir de vastes étendues de terres à des projets de ré-ensauvagement et de régénération dont le besoin se fait cruellement sentir.

Aujourd'hui, cependant, le ruissellement des engrais, les déchets animaux et le ruissellement des produits chimiques produits par l'homme produisent des efflorescences d'algues plus nombreuses et plus durables le long des zones côtières. Ces explosions d'algues produisent de l'oxygène tant qu'elles sont vivantes, mais lorsqu'elles meurent et se décomposent, elles peuvent consommer tout l'oxygène et produire de vastes zones mortes où les poissons ne peuvent pas survivre parce qu'ils ne peuvent pas respirer. Récemment, des scientifiques ont estimé que la zone morte au large des côtes du Texas et de la Louisiane dans le golfe du Mexique [avait atteint la taille du New Jersey](#).

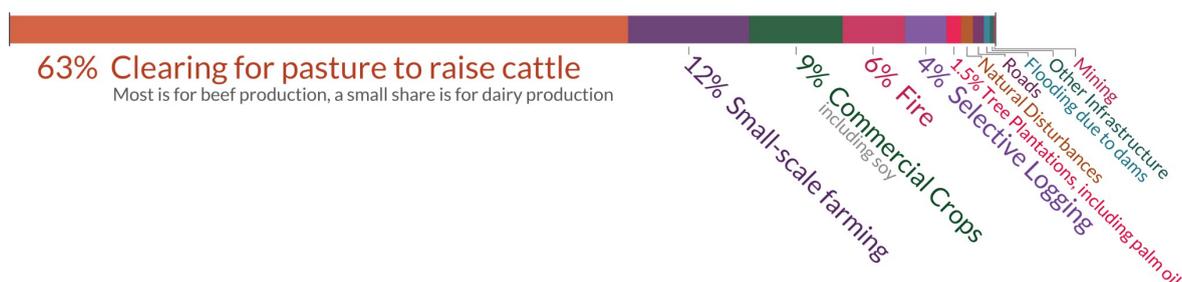
L'élevage du bétail consomme également beaucoup d'eau. Par exemple, [près de la moitié de l'eau du Colorado fleuve](#) (46 %) utilisée par les humains sert à l'élevage du bétail. Cela pèse lourdement sur les ressources en eau de tout le sud-ouest américain, qui souffre de sécheresse depuis des décennies. **Réduire notre consommation de viande bovine et de produits laitiers, ne serait-ce que de 5 à 10 %, aurait un impact positif considérable sur de nombreux systèmes dans le Sud-Ouest américain, notamment le système d'approvisionnement en eau.**

Le pâturage du bétail est le principal facteur de déforestation dans le monde. Le graphique suivant sur la forêt amazonienne est typique :

Drivers of forest loss in the Brazilian Amazon

The data is from Tyukavin et al. (2017) published in *Science Advances*. It refers to the period 2001-13.

Our World
in Data



Facteurs de perte de forêt en Amazonie brésilienne. Source : Our World in Data : Notre monde en données.

L'exemple de la production de viande bovine et de produits laitiers montre que plusieurs systèmes naturels sont interconnectés et peuvent tous être affectés, tant positivement que négativement, par une industrie.

Selon un rapport de l'OCDE datant de 2021, plus [de 700 milliards de dollars de transferts](#) sont versés chaque année au secteur agricole dans le monde entier. Une part importante de ce financement soutient les industries de la viande et du lait. Par exemple, dans l'Union européenne (UE), les éleveurs de bétail reçoivent [1 200 fois plus de fonds publics](#) que ceux qui produisent des substituts de viande d'origine végétale ou cultivée. Aux États-Unis, les éleveurs de bétail bénéficient d'un financement public 800 fois supérieur à celui de leurs homologues produisant des aliments d'origine végétale.

Dire aux gens de manger moins de bœuf peut améliorer marginalement les systèmes de changement climatique, d'utilisation des sols et de l'eau. La suppression des subventions à la production de viande bovine conventionnelle, associée à des lois et réglementations limitant la production de viande bovine, fera une plus grande différence. Cela ne signifierait pas que l'humanité cesse de produire ou de consommer de la viande bovine et des produits laitiers, mais la consommation de viande bovine et de produits laitiers pourrait diminuer jusqu'à un niveau gérable dans les limites de la planète. Les politiques visant à réduire les subventions accordées aux industries bovine et laitière amélioreraient notre système de survie en contribuant à faire évoluer plusieurs systèmes planétaires vers un espace de fonctionnement plus sûr.

Cela ne signifie pas que le monde entier doive devenir végétalien demain, mais cela illustre l'impact que nous pouvons avoir si nous évoluons collectivement, en tant que planète, vers une consommation plus durable de ces ressources.

De nombreuses industries ont un impact sur de multiples systèmes. Nos modes de vie ont un impact sur de multiples systèmes. Nous devons mieux comprendre l'impact que nous avons sur les systèmes du monde naturel et réimaginer les façons dont nous interagissons avec ces systèmes afin de restaurer notre système de survie.

Autre exemple ? Demander aux gens de conduire des véhicules électriques (VE) améliore un peu les choses. Supprimer les subventions au pétrole, les remplacer par des subventions aux VE (publics), ET redessiner les villes pour y réduire le nombre de voitures, ET investir dans les transports publics et le covoiturage pour réduire le nombre de voitures, ET rendre notre réseau électrique plus écologique, ET passer à la semaine de quatre jours pour réduire les déplacements, ET taxer le carbone pour inciter les particuliers, les entreprises et le gouvernement lui-même à faire ce qu'il faut, voilà qui apportera de véritables changements systémiques.

Il faudra faire preuve de leadership. La profession financière peut en faire partie si elle le souhaite.

Partie II : Le rôle de la finance dans un monde post-croissance

Les défis de la finance

Le passage à un monde post-croissance nécessite une nouvelle conception de la finance.

Dans la première partie de ce document, nous avons souligné certaines des principales différences entre l'économie néoclassique enseignée à la plupart des professionnels de la finance et l'économie écologique que nous devons apprendre pour mieux tenir compte des réalités d'aujourd'hui. Dans l'état actuel des choses, la finance moderne est basée sur la première, ce qui laisse notre secteur mal équipé pour relever les défis de notre époque. Cela signifie qu'en tant que professionnels de la finance, nous avons beaucoup de travail à faire pour développer de nouvelles pratiques qui peuvent aider à assurer notre survie, plutôt que de contribuer au risque croissant de notre disparition.

Nous ne prenons pas ces changements à la légère. **Nous comprenons que les implications pour nos professions sont profondes. Mais, après avoir examiné les données disponibles, il est clair que continuer à "financer comme d'habitude" n'est pas une bonne stratégie.** Nous proposons des changements parce que notre survie en dépend. Nous avons créé l'[Institut Arketa pour la finance post-croissance](#) parce que nous pensons que la finance a un rôle à jouer. Investir, c'est souvent être en avance sur la courbe, et dans ce cas, nous devons être les premiers à adopter cette nouvelle voie vers la décroissance. C'est notre meilleur espoir d'aider l'humanité à survivre et à prospérer dans les années à venir.

~~Attaquer~~ **Ajouter la sur-financiarisation de l'économie mondiale**

La financiarisation désigne l'augmentation de la taille et de l'importance du secteur financier par rapport à l'ensemble de l'économie. La financiarisation s'est produite au fur et à mesure que les pays s'éloignaient du capitalisme industriel. Elle a été l'un des principaux moteurs de la croissance économique que nous avons connue au cours des dernières décennies, mais, comme toujours, cette croissance a eu un coût.

Selon la plupart des estimations, le secteur des services financiers représente entre 20 et 25 % de l'économie mondiale. Avec l'augmentation de ce pourcentage, les économies sont devenues de plus en plus dépendantes des activités financières pour tenir la promesse implicite de croissance de notre économie moderne. Cela a rendu nos économies plus vulnérables à l'instabilité financière et a conduit à certains des problèmes clés de l'économie réelle d'aujourd'hui, tels que l'inflation et l'extrême inégalité des richesses.

L'ouvrage influent "*Financialization and the World Economy*" a mis l'accent sur l'importance croissante des marchés financiers et des institutions dans l'économie mondiale, ainsi que sur les risques potentiels de la financiarisation de l'économie mondiale. La financiarisation est considérée comme un problème parce qu'elle **met l'accent sur les profits à court terme** plutôt que sur la valeur à long terme (sans parler de la durabilité), ce qui a entraîné une accumulation de risques et un détournement des ressources au détriment d'un point de vue social et investissements productifs d'environnemental. Cet état d'esprit et la pression exercée pour "maximiser la valeur pour les actionnaires" ont joué un rôle considérable en poussant les entreprises et l'économie dans son ensemble dans la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui : les sonnettes d'alarme clignotantes que nous avons présentées dans la première partie.

Des tentatives ont été faites pour inciter notre industrie, motivée par le profit et soumise à des obligations fiduciaires, à reconnaître les aspects sociaux et environnementaux de la réalité dans laquelle elle opère, mais elles sont restées très en deçà de ce qui est nécessaire pour nous faire entrer dans un "espace sûr et juste pour l'humanité".

Le financement durable aujourd'hui : Une solution incomplète

En 2005, un groupe de professionnels de la finance mondiale s'est engagé dans un projet prometteur et ambitieux : l'intégration des données environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement. Ces réunions ont abouti à la publication des principes de l'investissement responsable (PRI) en 2006.

À la fin de l'année 2021, les actifs gérés par les nombreux signataires mondiaux des PRI s'élevaient à environ 121 000 milliards de dollars. Pour mettre ce chiffre en perspective, il est supérieur au PIB mondial en 2021, qui n'était que de 97 000 milliards de dollars. Avec tout cet argent qui afflue vers les investissements "responsables", on aurait pu penser que nous aurions déjà résolu davantage de problèmes mondiaux. Mais c'est loin d'être le cas.

L'"intégration ESG" - la stratégie préconisée par les membres des PRI - signifie simplement qu'un investisseur examine les informations au-delà des seules données financières lorsqu'il prend une décision d'investissement. Cette prise en compte est souvent assez superficielle et n'est pas vraiment destinée à traiter les questions environnementales au niveau des frontières planétaires.

Un article de Ken Pucker et Andrew King paru en 2022 dans [la Harvard Business Review](#) résume l'état actuel des investissements ESG :

"La plupart des gens pensent que l'investissement ESG est conçu pour récompenser les entreprises qui aident la planète. En réalité, les notations ESG qui sous-tendent la sélection des fonds ESG sont basées sur la 'matérialité unique', c'est-à-dire l'impact de l'évolution du monde sur le compte de résultat d'une entreprise, et non l'inverse. Les sociétés de gestion d'actifs ont été heureuses de laisser la confusion se dissiper - les fonds ESG sont très populaires et s'accompagnent de frais de gestion plus élevés. Le danger de l'investissement ESG est qu'il pourrait convaincre les décideurs politiques que le marché peut résoudre des défis sociétaux majeurs tels que le changement climatique, alors qu'en réalité seule une intervention gouvernementale peut aider la planète à éviter une catastrophe climatique".

De nombreuses sociétés financières ont été heureuses de percevoir les frais plus élevés que les fonds ESG facturent généralement, mais comme le font remarquer Pucker et King, l'objectif des fonds ESG est de répondre à une demande du marché pour des produits "verts", et non de changer le système pour que l'écologie l'emporte sur les profits. Et ce risque de retarder l'action climatique ? Nous l'avons également constaté.

L'intégration de l'ESG n'est qu'une des nombreuses approches de la finance durable. L'investissement durable comprend :

- Exclusions/dépistage négatif
- Dépistage positif/Investissement thématique
- Participation active/engagement
- Financement mixte
- Investissement d'impact (y compris l'investissement systémique)

La plupart d'entre elles sont bien intentionnées, mais ne s'attaquent pas aux facteurs qui conduisent à la détérioration de nos frontières planétaires, et certainement pas à l'échelle et au rythme dont nous avons besoin actuellement pour éviter la catastrophe. Elles sont également toutes basées sur les hypothèses de l'économie néoclassique, dont nous savons déjà qu'elle présente des défauts majeurs.

Aujourd'hui, même certains des noms les plus respectés de la finance durable [reconnaissent que](#) "les différences entre les investisseurs traditionnels typiques et les investisseurs durables sont plus faibles qu'on ne le pense". Malgré l'attention accrue portée à l'investissement durable, on s'attend toujours, dans l'ensemble, à des rendements au taux du marché, au prix d'une [violence et d'une dégradation de notre système de survie](#). Même les investisseurs privés à impact qui sont censés s'engager en faveur de résultats plus positifs ont montré qu'ils n'investissaient pas dans des projets ayant un impact exponentiel s'il y avait un prix à payer, ce qui suggère qu'[ils veulent juste assez d'impact](#) pour se sentir mieux dans leur peau, et pas beaucoup plus.

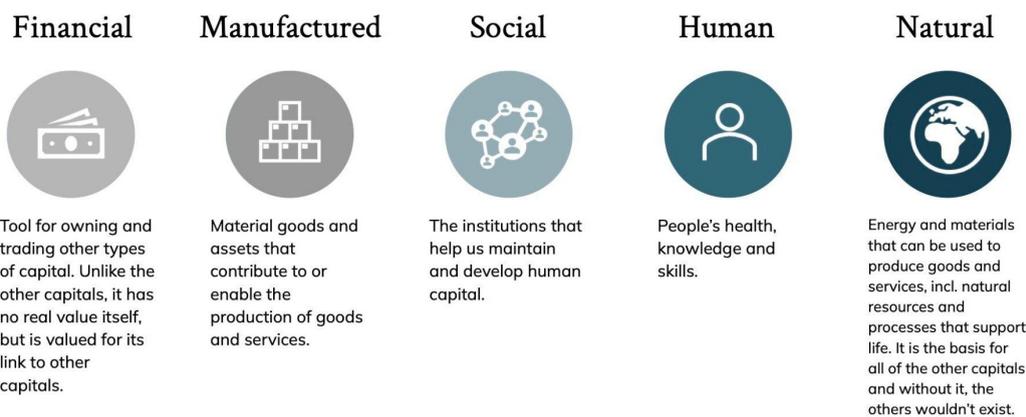
Alors, le "durable" dans la finance durable signifie-t-il quelque chose ? Un examen plus approfondi du mot peut aider à expliquer ce qui s'est passé ici.

~~Wgak et~~ durabilité forte et faible

Il y a ici une distinction à faire qui est trop souvent négligée : la distinction entre ce que l'on appelle la durabilité "forte" et son équivalent "faible".

Pour comprendre ces définitions, il faut commencer par présenter cinq types de capitaux différents : le capital naturel, le capital humain, le capital social, le capital manufacturé et le capital financier. Dans ce contexte, le "capital" est tout stock qui a la capacité de produire un résultat économiquement désirable.

Cinq formes de capital



Adapté de : Forum for the Future (2020). [Les cinq capitales - un cadre pour la durabilité](#).

Ce paradigme remonte aux années 1970 et aux travaux du [lauréat du prix Nobel Robert Solow](#). Il s'agit d'abord d'une extension de la théorie néoclassique de la croissance économique, qui prend en compte les ressources naturelles non renouvelables comme facteur de production.

La "soutenabilité faible" soutient que tous les types de capitaux sont substituables les uns aux autres. La "soutenabilité forte" est atteinte lorsque le montant total du capital ne diminue pas et reste constant. Pour calculer cela, chaque forme de capital doit être mesurée dans la même unité ou valeur monétaire. Le domaine de l'**économie de l'environnement** tente de "fixer le prix" de ces différentes formes de capital pour parvenir à la durabilité. Cela implique que le capital naturel peut diminuer (par exemple, être utilisé dans la production), mais que si une quantité égale de capital manufacturé, humain et financier est créée, le montant total du capital reste constant et l'action peut être considérée comme "durable".

La durabilité forte considère les différentes formes de capital comme complémentaires et non substituables. Chacune est mesurée dans ses propres unités car il n'est pas nécessaire d'additionner leur valeur. Dans le cadre de la durabilité forte, la durabilité ne peut être atteinte que si les formes critiques de capital - le capital naturel en particulier - sont maintenues. Elle soutient que le capital naturel - la géologie, les sols, l'air, l'eau et tous les organismes vivants connus sous le nom de services écosystémiques - est essentiel à la vie et doit être préservé.

La durabilité faible a été l'interprétation dominante de la durabilité depuis que les économistes ont commencé à en discuter il y a plusieurs décennies. Mais la durabilité forte dépeint plus fidèlement notre réalité physique.

On ne peut pas substituer un capital à un autre et s'attendre à des résultats neutres.

La destruction du capital naturel est préjudiciable à la société parce qu'elle dégrade notre système de survie, même si le capital humain, industriel, social ou financier augmente au cours du processus.

Deux types de blanchiment d'argent

Même lorsque les investisseurs souhaitent pratiquer une "durabilité forte" et préserver ou restaurer le capital naturel, ils doivent être attentifs aux risques d'écoblanchiment de la part de ceux qui vendent des produits d'investissement ou des entreprises promettant des produits ou des services écologiques.

L'écoblanchiment, qui consiste à qualifier des produits financiers de durables ou de bons pour l'environnement alors qu'ils ne le sont pas, est un fléau pour de nombreux secteurs, notamment celui de la finance.

Une partie du problème réside dans le fait que le terme "durabilité" est à la fois suffisamment vague et complexe pour être facilement utilisé à des fins d'écoblanchiment. C'est en partie pour cette raison que la distinction entre "fort" et "faible" est si importante.

La finance durable telle que nous la connaissons aujourd'hui repose sur les mêmes hypothèses que l'économie néoclassique, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte des externalités, ne fixe pas le prix de l'énergie ou de la matière, et n'adopte pas par défaut une approche d'investissement au niveau des systèmes. Le paysage actuel de l'investissement durable est véritablement une solution de fortune : suffisamment superficielle pour donner l'impression d'un changement, sans pour autant s'attaquer aux problèmes sous-jacents. Cela signifie que nous ne sommes pas confrontés à un seul type d'écoblanchiment, mais à au moins deux.

Les deux types d'écoblanchiment

1. Le type flagrant, où l'écoblanchiment est fait intentionnellement, à la recherche de divers avantages, par exemple, un fonds ESG qui se présente comme un fonds d'action climatique alors qu'il comprend les compagnies pétrolières les plus performantes.
2. Le type inconscient, où nous essayons de faire de notre mieux, mais nos efforts ne sont toujours pas véritablement durables parce que nous les construisons en utilisant des outils qui sont intrinsèquement non durables : ceux qui sont basés sur l'économie néoclassique.

Le type 1 est assez répandu. Par exemple, un rapport de 2023 de RepRisk a montré que l'écoblanchiment par les banques et les sociétés de services financiers du monde entier [a augmenté de 70 % par rapport à l'année précédente](#). [Un rapport universitaire de mars 2023 a révélé que seuls 5 %](#) des fonds d'investissement qualifiés de "durables" s'alignent sur les objectifs de Paris en matière de réchauffement de 1,5 °C.

Quant au type 2, il couvre sans doute la majeure partie du reste du marché, avec quelques exceptions notables que nous aborderons plus loin dans cette section.

Comment pouvons-nous lutter contre ces deux formes d'écoblanchiment ? Nous devons commencer à utiliser l'économie écologique comme fondement de nos pratiques financières. Ce sera un grand changement, mais il nous aidera à nous rapprocher de nos objectifs environnementaux et sociaux par des moyens auxquels nous n'avons pas accès actuellement.

Actuellement, l'investissement durable consiste à choisir parmi un menu d'investissements, dont beaucoup ne sont déjà pas compatibles avec le respect des limites planétaires. De telles actions n'aboutiront pas à des résultats durables.

Pour que l'investissement durable fasse la différence, le choix des investissements doit être compatible avec les limites de la planète dès le départ. Certains modèles d'entreprise actuels seraient ainsi exclus du menu.

Si nous prenons au sérieux la durabilité, nous pouvons transformer notre industrie, qui est dépendante de la croissance et contribue à la destruction de notre système de survie, en un outil permettant de construire une société plus durable.

Si nous voulons que la finance devienne cet outil indispensable, nous devons redéfinir l'objectif de la finance.

Un nouvel objectif : la richesse en tant que bien-être dans les limites de la planète

Si la finance habituelle, qu'elle soit "durable" ou autre, n'est pas adaptée à l'objectif visé, quelle pourrait être une autre voie ? Qu'est-ce qui peut nous guider si ce n'est pas l'enrichissement financier de nous-mêmes et de nos clients ? La réponse pourrait venir d'une redéfinition de la richesse comme bien-être dans les limites de notre planète. La possibilité de mener une vie épanouie au sein de communautés prospères. C'est en fin de compte ce que la plupart d'entre nous souhaitent, surtout si l'on considère l'alternative : l'effondrement de notre civilisation.

~~Redefining financial "efficiency" (définition de l'efficacité financière)~~

Cela nous ramène à l'expression que nous avons mentionnée plus tôt dans ce document : "l'allocation efficace du capital".

L'allocation efficace du capital doit signifier "allouer le capital de manière à répondre aux besoins de bien-être tout en nous ramenant dans les limites de la planète".

Cela donnerait à la finance un nouvel objectif : investir dans une transition vers la décroissance pour permettre des futurs prospères et indépendants de la croissance. Les dirigeants du secteur financier, les régulateurs, les investisseurs - chacun d'entre nous - peuvent contribuer à ce changement et donner un nouveau sens à leur travail en se montrant à la hauteur de la situation difficile dans laquelle se trouve le monde.

Notre industrie serait toujours importante - vitale pour permettre aux ressources de circuler dans l'économie - mais ses objectifs seraient très différents. Dans un monde où nous empruntons la voie de la décroissance pour revenir dans les limites de la planète, nous n'aurons ni besoin ni envie de mastodontes financiers créant de la "valeur pour les actionnaires" si cela ne crée aucune valeur réelle pour l'humanité et contribue à la dégradation de notre système de maintien de la vie. Nous n'aurons pas besoin d'un système financier mondial responsable de 20 à 25 % du PIB mondial, car l'accent sera moins mis sur la croissance économique en général. Dans ce contexte, nous pouvons nous détourner d'une financiarisation accrue et de l'état d'esprit à court terme et à forte destruction qu'elle promeut.

La question de savoir si la décroissance peut ou non être prise en compte dans l'investissement fait écho aux premiers jours de l'intégration des facteurs ESG dans le processus d'investissement. En 2005, alors que l'intégration des facteurs ESG en était à ses débuts, le cabinet d'avocats Freshfields Bruckhaus Deringer a publié le rapport [*A legal framework for the Un cadre juridique pour l'intégration of environmental, social and governance issues into institutional investment \(intégration des questions environnementales, sociales et de gouvernance dans l'investissement institutionnel\)*](#). Ce rapport a ouvert la voie à l'intégration des facteurs ESG dans le processus d'investissement, en montrant, sur une base

Les investisseurs doivent intégrer les données ESG dans leur analyse. Cela a pris du temps, mais c'est devenu la norme. Il pourrait en être de même pour l'intégration de la décroissance. Nous invitons Freshfields Bruckhaus Deringer et d'autres cabinets d'avocats internationaux à présenter les mêmes arguments en faveur de la décroissance, en examinant où les politiques de décroissance sont en phase avec la législation actuelle et où les lois doivent être modifiées pour nous permettre d'emprunter la voie de la décroissance.

Inclure une perspective de décroissance dans l'analyse signifie que nous reconnaissons la dure réalité de notre situation environnementale. La décroissance reconnaît simplement qu'il est tout à fait probable que l'humanité agisse pour s'éloigner du bord du gouffre à mesure que les dommages environnementaux se manifestent de plus en plus dans nos vies personnelles et professionnelles. Supposer le contraire reviendrait à nier la réalité de la pulsion de survie de l'être humain.

Au fur et à mesure que les dégâts causés par nos problèmes environnementaux deviendront plus évidents, les gens réagiront. Les gouvernements, les entreprises et les investisseurs seront ainsi davantage incités à freiner la croissance économique pour éviter de franchir des points de basculement catastrophiques pour l'environnement. **Cela rendra également l'investissement dans les**

La destruction de l'environnement ne semble plus être un investissement responsable, ni un accomplissement du devoir fiduciaire, car l'effondrement n'est dans l'intérêt de personne. Dans un tel avenir, nous n'aurons pas besoin que les jeunes sacrifient les meilleures années de leur vie en travaillant 100 heures par semaine pour des banques d'investissement. Ils pourront toujours le faire s'ils le souhaitent, mais nous n'en aurons pas besoin. Les gens auront toujours besoin de prendre leur retraite et peut-être d'épargner pour l'éducation de leurs enfants, mais si les services de base universels sont assurés, la situation pourrait être très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Les projets de valeur nécessiteront toujours des ressources pour démarrer, mais la finance n'aura plus besoin de poursuivre des objectifs inatteignables dans un monde impossible à satisfaire. La finance peut toujours jouer un rôle clé dans l'économie, mais elle peut le faire pour satisfaire les besoins de la société dans les limites de la planète. Peut-être que tous les professionnels de la finance pourraient travailler aux "heures du banquier" et adopter la semaine de quatre jours, comme le reste du monde en transition vers un modèle post-croissance.

La finance restera une profession exigeante et nécessaire, mais **l'objectif passera de l'accumulation et de la préservation des richesses à la préservation de nous-mêmes.**

Une nouvelle approche : Premiers principes pour la finance post-croissance

La finance post-croissance est encore un domaine très émergent, mais sur la base des travaux des universitaires et des praticiens de l'économie écologique, de la finance durable et de la décroissance, nous avons commencé à rassembler les premiers principes qui pourraient offrir une certaine orientation à notre secteur. Nous attendons avec impatience votre contribution à l'évolution de ces principes.

Principes préliminaires pour un système financier compatible avec la post-croissance

1. Un objectif fondamental commun : la richesse en tant que bien-être dans les limites de la planète

Cette définition de la richesse et de la prospérité est probablement plus proche de celle que de nombreuses personnes désirent en fin de compte : la capacité de bien vivre dans un monde qui ne s'effondre pas.

En d'autres termes, si nous redéfinissons la "richesse" comme un "bien-être dans les limites", nos approches et nos objectifs peuvent changer. **Il s'agit de reconnaître que l'accumulation excessive de matériel entraîne une diminution du bien-être, une vérité dont beaucoup d'entre nous ont déjà fait l'expérience, de première ou de seconde main, par l'intermédiaire de leurs clients.** Dans le contexte d'un effondrement imminent, une vie de "suffisance" et de stabilité relative devient un objectif de plus en plus souhaitable.

Avec cette vision commune, il serait évident que les projets qui soutiennent la décroissance ou permettent des scénarios de post-croissance seraient investissables, alors que tout ce qui nous enferme davantage dans la dépendance à la croissance ou dégrade notre système de soutien à la vie ne le serait pas. Ce recadrage de la richesse pourrait servir de base à la planification économique et offrirait à la finance un objectif plus significatif que la poursuite de la financiarisation et la maximisation du profit aux dépens de la planète. Il permettrait de reconnecter notre travail aux besoins réels de bien-être, y compris les nôtres.

2. Ramener la finance sur terre, investir dans la décroissance de l'économie réelle

Si la finance est réorientée pour soutenir la création de richesse et de bien-être dans les limites de la planète, notre travail devient beaucoup plus concret. Plutôt que de consacrer certains de nos meilleurs et plus brillants esprits financiers à l'expansion de la financiarisation de notre économie mondiale, nous pouvons recentrer notre attention sur des actions qui ont un effet positif direct sur l'économie réelle.

Dans son rapport [Long Term Outlook 2024](#), l'équipe de la Banque Triodos décrit cela comme la différence entre l'"investissement" dans l'économie réelle et l'"investissement" qui consiste simplement à gagner de l'argent de toutes les manières possibles, sans se soucier de la création d'une autre valeur matérielle (pensez aux marchés des produits dérivés, par exemple). Dans ce sens, l'"investissement" a un but et un objectif : il apporte une valeur à l'économie réelle. Le terme "investissement", en revanche, montre clairement qu'une grande partie de l'industrie financière s'est égarée.

Nous n'avons pas besoin d'en faire autant, mais il se peut que nous ayons à faire moins de choses mieux. Dans ce paradigme, les professionnels de la finance pourraient consacrer plus de temps à la compréhension des projets locaux ou à l'approfondissement de leurs connaissances des secteurs d'intérêt. Nous pourrions également nous attendre à ce que beaucoup plus d'investissements soient consacrés aux investissements dans le Sud.

Là encore, l'accent serait mis sur la suffisance plutôt que sur la poursuite de la financiarisation. Des politiques telles qu'une **taxe sur les transactions financières** inciteraient à réfléchir sur ce qui est nécessaire et utile, en contraste frappant avec les millions de microtransactions dénuées de sens que l'on voit aujourd'hui.

3. Devenir plus transparent

Le manque de transparence dans la finance durable en particulier, et dans toute la finance en général, est sans doute l'un des principaux freins à la finance durable aujourd'hui. Lorsque le client moyen d'une banque commerciale s'adresse à sa banque pour lui demander comment investir de manière plus durable, les informations qu'il reçoit sur les fonds "verts" sont souvent, au mieux, superficielles, sans véritable discussion sur la manière dont un investissement peut ou ne peut pas, de manière réaliste, avoir un impact sur les problèmes systémiques de l'environnement. Ils peuvent recevoir une liste des dix plus grandes participations du portefeuille, mais pas une liste complète des entreprises investies, ce qui rend très difficile l'évaluation de la qualité ou de l'alignement de la valeur.

En attendant, **les notations ESG sont remarquablement incohérentes** (voir par exemple les résultats du [projet "Aggregate Confusion" du MIT Sloan](#)) et les agences de notation considèrent généralement que leurs calculs sont propriétaires, ce qui rend difficile l'évaluation de ce qui est réellement comparé. **Les agences de notation sont également financées par les organisations qu'elles tentent d'évaluer**, ce qui constitue clairement un conflit d'intérêts. Ce n'est pas de leur faute ; elles essaient simplement de survivre dans cet environnement économique, mais rien de tout cela n'est optimisé pour produire des résultats solides.

Tout cela a entamé la légitimité de la finance durable et a permis les deux formes d'**écoblanchiment**.

Les investisseurs méritent d'être informés au mieux des positions des fonds, de leur philosophie, de leurs résultats, de leurs votes sur les questions de durabilité et d'autres données pertinentes, mais ils doivent également avoir une idée réaliste de ce que les fonds "durables" peuvent et ne peuvent pas faire. **Les fonds "durables" n'ont pas franchi les frontières de la planète et ne sont pas conçus pour le faire**. Les institutions financières devraient s'efforcer de développer **des produits qui aident les investisseurs à faire la différence dans leur propre biorégion**, là où leur investissement et leur attention peuvent vraiment faire la différence, et nous devrions être plus ouverts sur le fonctionnement de ces véhicules et sur ce que l'on peut attendre d'eux.

Si **l'amélioration collective peut être considérée comme plus précieuse que le profit individuel** des entreprises ou la survie de modèles d'entreprise dépassés, nous augmenterons nos chances de réussir à faire entrer l'économie dans un environnement opérationnel sûr.

4. Être plus démocratique

Dans la pratique, d'innombrables décisions sur ce qui existera à l'avenir sont prises par les investisseurs lorsque nous choisissons où et comment les ressources doivent circuler. Cela pourrait offrir de nouvelles opportunités étonnamment significatives pour l'industrie financière à l'avenir. En effet, **les institutions financières pourraient devenir des plateformes d'engagement démocratique**. Cela pourrait signifier faciliter les processus décisionnels démocratiques pour, par exemple, **décider quels projets doivent être financés dans une communauté** ou comment le portefeuille d'une pension doit être investi, ce qui donnerait un nouveau sens à notre profession. Ce processus pourrait ressembler beaucoup aux [assemblées de citoyens](#), au [budget participatif](#) ou à d'autres formes innovantes de prise de décision collective. Cela nécessiterait l'acquisition de **nouvelles compétences** et un **changement de perspective**, mais étant donné qu'une grande partie de notre secteur repose sur la confiance entre les gens, nous pensons que nous aurions une base solide sur laquelle nous pourrions nous appuyer.

Dans le cadre d'une transition vers la décroissance, les institutions financières devraient s'orienter vers des modèles d'entreprise davantage **axés sur la finalité et la communauté**. Nous nous attendons à voir davantage de banques publiques, de coopératives de crédit, de coopératives et d'autres modèles d'organisation axés sur la finalité dans le secteur financier. Les investissements dans les [entreprises à propriété alternative \(EPA\)](#) et les modèles [d'entreprise axés sur la décroissance](#) devraient également être beaucoup plus importants, à mesure que l'environnement commercial plus large se transforme lui aussi.

Dans tous ces cas, une participation accrue des citoyens serait une évolution naturelle. Cela pourrait prendre la forme d'un vote des participants à un fonds de pension sur l'orientation stratégique de leur fonds de pension ou d'un panel représentatif de citoyens prenant des décisions en matière d'octroi de subventions. Il pourrait s'agir d'un groupe de voisins formant une alliance pour garantir des logements abordables dans leur quartier, comme c'est le cas dans les [Community Land Trusts](#). Dans ces situations, une institution financière ou un véhicule d'investissement serait impliqué ou créé pour *permettre* à une communauté d'atteindre ses objectifs. Il n'y aurait pas d'incitation au profit pour contrôler quels projets peuvent ou ne peuvent pas être financés au sein de la communauté. Cela pourrait permettre une plus grande flexibilité, une plus grande responsabilité et un plus grand nombre de choix d'investissement en vue du bien-être à long terme et de la durabilité de la communauté.

5. De "trop gros pour faire faillite" à "suffisamment petit et varié pour être résilient"

Comme plusieurs autres entreprises et industries, la finance deviendrait plus petite dans le cadre d'une transition vers la décroissance, car elle n'aurait besoin d'être assez grande que pour assurer la prospérité des communautés locales et pour ramener l'humanité à l'intérieur des limites de la planète. Triodos parle de "rightsizing", ce qui est tout à fait conforme à d'autres aspects de la décroissance de certaines industries dans le cadre d'une transition juste. Même si la majeure partie de la financiarisation disparaît lentement, les professionnels de la finance ont encore beaucoup de pain sur la planche.

Il s'agit par exemple d'un rôle accru pour les banques publiques locales et les facilités financières biorégionales, que nous examinerons plus en détail dans la section suivante.

New foundations, new direction, more hope **Fondations ngw, direction ngw, morg hogg**

Un système financier indépendant de la croissance serait plus transparent et plus démocratique. Il offrirait à un plus grand nombre de personnes la possibilité de participer à la prise de décision en matière d'investissement tout en réorientant une partie des ressources humaines de notre industrie vers d'autres secteurs, peut-être vers des professions que nous apprécierions davantage, puisque les pressions financières ne seraient plus un problème aussi important. Il s'agirait de fournir une valeur tangible, répondant aux besoins de l'économie réelle, tout en soutenant notre transition économique vers une propriété mieux répartie et un mode de vie plus durable. Surtout, elle reconnaîtrait que la santé, la sécurité et le bien-être sont notre objectif ultime et que l'érosion de notre système de survie n'est dans l'intérêt de personne.

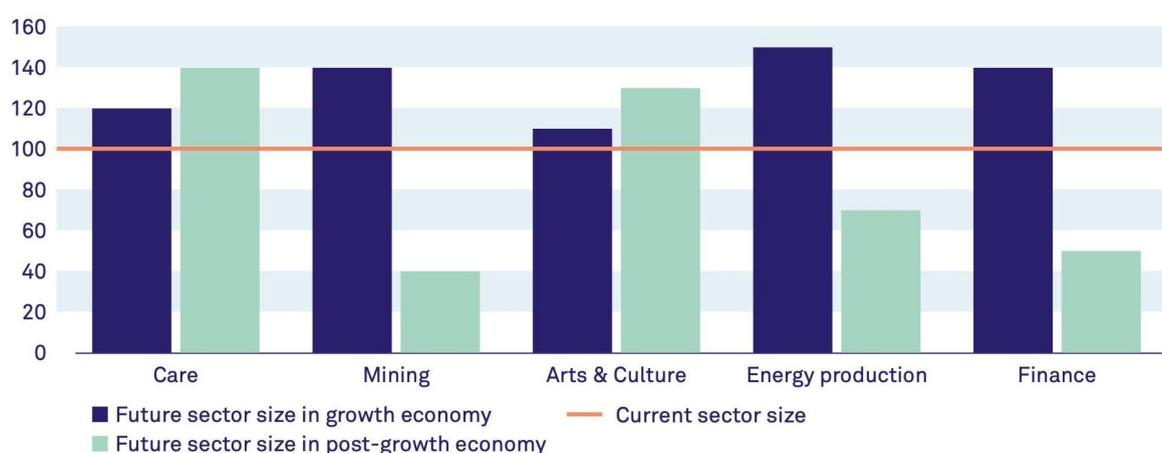
La finance peut aider l'humanité à rechercher une forme de richesse que nous ne pouvons pas thésauriser, car elle n'existe que lorsqu'elle est partagée : la valeur de l'épanouissement collectif sur une planète vivable. Assurer notre bien-être dans la limite des capacités de notre planète est un objectif simple, pratique et significatif. **Sur la base des connaissances de l'économie écologique, notre prochain système financier pourrait être beaucoup plus résilient, beaucoup plus utile et beaucoup plus satisfaisant que celui que nous avons aujourd'hui.** Nous pensons que cela vaut la peine d'y travailler.

La finance post-croissance en pratique

Dans un monde post-croissance où les réglementations imposeront des contraintes sur les combustibles fossiles, l'exploitation minière et d'autres secteurs qui doivent se réduire, la finance devrait investir davantage dans les secteurs qui pourraient bénéficier d'une transition vers la décroissance. Des secteurs tels que l'éducation, les loisirs et les soins de santé devraient se développer dans une économie de décroissance.

Ce graphique tiré du rapport [Long Term Outlook 2024](#) de Triodos l'illustre bien. Il suggère également que la finance en tant que secteur est susceptible de diminuer en taille dans un monde post-croissance.

Les entreprises financières et les personnes qui les dirigent sont très intelligentes et analytiques. Ils verront ces changements provenant des forces politiques et culturelles et s'adapteront probablement.



Taille prévue de plusieurs secteurs dans une économie post-croissance. Source : Long Term Outlook 2024, Banque Triodos : [Long Term Outlook 2024](#), Banque Triodos.

C'est pourquoi la finance sera probablement l'un des premiers secteurs à se contracter. La finance n'a pas les immenses coûts irrécupérables des opérations pétrolières, gazières ou minières. La réduction des effectifs des sociétés financières impliquera proportionnellement plus de capital humain que les autres industries qui se réduiront dans un monde post-croissance. Les compagnies pétrolières et gazières, les exploitations minières, les compagnies aériennes, l'hôtellerie et d'autres grandes industries seront probablement confrontées à des défis plus importants lorsqu'il s'agira d'amortir, de vendre et de gérer des actifs physiques importants dont elles n'auront plus besoin.

Bien que l'industrie financière soit susceptible de se contracter dans un monde post-croissance, nous nous attendons à ce que de nombreuses forces du secteur financier luttent contre cette éventualité. Mais la première partie de ce rapport nous a appris que le maintien du statu quo n'est de bon augure pour personne. La poursuite d'une croissance économique accrue à court terme ne fera qu'aggraver les dommages écologiques irréversibles à moyen et long terme. **Il est ironique de constater que les stratégies d'investissement qui vont dans le sens du statu quo sont actuellement considérées comme "moins risquées", alors qu'elles mettent en péril notre système de survie et notre vie même.**

Implications d'un monde post-croissance pour la finance

Ce que l'on peut attendre d'une transition vers la décroissance :

Des radiations importantes d'entreprises non viables. À l'heure actuelle, de nombreuses institutions financières continuent d'investir dans des modèles d'entreprise non viables et de les soutenir. L'évolution vers une économie post-croissance (idéalement soutenue par la politique) incitera à radier ces actifs non performants et à poursuivre les activités dans un monde post-croissance.

Des institutions financières plus petites. L'ère des institutions financières trop grandes pour faire faillite prendrait fin. À mesure que la finance s'éloignera de la financiarisation, les institutions financières se réduiront. Les grands projets devront toujours être financés dans le cadre de la transition énergétique, mais ils seront moins nombreux.

Consolidation des entreprises financières. Certaines entreprises financières ne survivront pas à la réduction des effectifs du secteur. Certaines fermeront boutique, d'autres fusionneront et d'autres encore transformeront leur modèle d'entreprise.

Moins d'emplois dans la finance. Les dernières décennies ont été un âge d'or pour l'emploi dans le secteur financier. Cet âge d'or va prendre fin. La contraction du secteur financier se traduira par une diminution du nombre d'emplois dans ce secteur. Le soutien financier externe pour une "transition juste" dans la finance sera moins nécessaire que dans d'autres secteurs en raison des salaires relativement élevés dans l'industrie financière. Néanmoins, la formation et le placement de ceux qui ont besoin d'une transition vers une nouvelle carrière devraient être assurés.

Changements sur les marchés. La transition vers un monde post-croissance devrait entraîner un ralentissement de la croissance, voire un déclin des marchés boursiers à l'échelle mondiale, à mesure que le monde s'adaptera à un nouvel équilibre. Le marché obligataire et d'autres classes d'actifs pourraient en bénéficier, car l'attrait des investissements en actions se refroidit dans un monde post-croissance.

Changements dans les pensions. Les actifs des régimes de retraite mondiaux pourraient souffrir, car les rendements sont souvent liés aux marchés des actions. Cette évolution sera probablement progressive, car une économie post-croissance ne se mettra pas en place en un jour, une semaine ou une année. Toutefois, il convient de prévoir des plans pour faire face à tout impact négatif sur les actifs des régimes de retraite mondiaux. Il s'agit d'un sujet très important, et l'Arketa Institute for Post-Growth Finance prévoit de l'aborder dans un prochain livre blanc.

Mettre l'accent sur la communauté plutôt que sur l'échelle. L'un des principaux principes de la décroissance est de rétablir autant que possible le pouvoir au sein des communautés, car ce sont elles qui savent le mieux comment répondre à leurs propres besoins et défis écologiques et économiques. Cela permettra d'accorder une attention renouvelée à la finance pour qu'elle serve au mieux les communautés, plutôt qu'au modèle actuel de primauté de l'actionnaire qui privilégie l'échelle au détriment du service aux communautés.

Que peut-on faire à la place ? Quelles stratégies pourraient prendre en compte les défis de notre situation actuelle de manière à réduire les risques à long terme ? Comment pouvons-nous aider notre secteur à évoluer ? De nombreuses personnes réfléchissent et agissent déjà pour jeter les bases d'un système financier plus durable et moins dépendant de la croissance. Nous présentons ci-dessous quelques idées clés et études de cas.

La banque éthique comme modèle pour le financement de la post-croissance

Une idée de ce à quoi la banque pourrait ressembler dans un monde de décroissance est examinée par Florian Barras dans son article de 2024, [An Examination of Ethical Banking in the Context of Degrowth : A Challenge to Modern Narratives and a Redefinition of Moral Frameworks in Banking](#).

L'étude porte sur 19 banques éthiques dans six pays européens. **Les résultats montrent que ces banques restent viables même lorsqu'elles réduisent leur productivité au profit de relations collectives et qu'elles opèrent en solidarité avec les communautés qu'elles servent.** À travers son analyse, M. Barras montre comment les banques éthiques peuvent servir d'exemple de décroissance appliquée à notre monde économique et financier moderne.

Selon M. Barras, quatre attributs clés de la banque éthique sont essentiels pour développer des modèles bancaires capables de résister aux impératifs de croissance et de créer de la résilience dans un contexte de décroissance (ou "d'économie de marché") de l'après-croissance) :

"(1) les banques de la décroissance doivent être solidaires de leur mission morale, (2) ce qui suppose d'avoir un cadre moral clair et surtout de choisir un cadre éthique. (3) Ces conditions préalables permettent d'intégrer l'inefficacité dans le modèle organisationnel, ce qui crée un espace de lenteur, de modération et de convivialité. (4) Cet espace permet de forger une démocratie participative au sein de l'organisation, pour que les parties prenantes fassent l'expérience de l'autonomie au sein de l'organisation elle-même".

Ces exigences sont largement conformes aux principes que nous avons suggérés dans la section précédente.

Si une société s'engage sur la voie de la décroissance, elle choisit de limiter certaines de ses activités et de réduire certaines de ses consommations pour le plus grand bien de tous, consciente qu'elle obtiendra ainsi de meilleurs résultats et un sentiment de bien-être plus profond à long terme. Face aux risques existentiels et aux données décrites dans la première partie, les institutions financières peuvent effectuer des calculs similaires et faire un choix similaire : évoluer.

Institutions financières de développement communautaire (CDFI)

Dans un monde post-croissance, nous verrons probablement davantage d'institutions financières de développement communautaire (CDFI). Les CDFI sont des [institutions financières locales à mission](#) qui utilisent généralement une approche basée sur le marché pour soutenir les communautés mal desservies.

Elles n'ont pas l'envergure des grandes institutions financières multinationales et ne souhaitent pas l'avoir, mais se consacrent plutôt à mieux servir une petite communauté ou un groupe d'intérêt. En mai 2023, les États-Unis comptaient environ 1 500 CDFI. Il s'agit d'une augmentation de 40 % par rapport à 2019. En 2023, ces institutions financières détenaient plus de [450 milliards de dollars d'actifs totaux](#).

Voici quelques-uns des avantages des CDFI :

1. **De meilleurs taux et des frais moins élevés** : Elles offrent souvent de meilleurs taux d'emprunt et des frais moins élevés que les grandes banques.
2. **Se concentrer sur le service aux petites entreprises** : Cela fait souvent partie de leur mission, et les CDFI peuvent donc être plus favorables aux petites entreprises ou aux entreprises émergentes.
3. **Engagement dans des programmes de service à la communauté et de dons** : Fournir un accès au capital, au crédit et à d'autres services financiers aux communautés à faibles revenus et mal desservies.
4. **La prise de décision est basée sur les besoins de la communauté** : Ils se concentrent sur les initiatives locales et sur la promotion de l'autonomie, de la résilience et du développement durable.

Un CDFI peut être une banque de développement communautaire, une coopérative de crédit, un fonds de prêts de développement communautaire, un fonds de capital-risque de développement communautaire ou un fonds de prêts de développement de microentreprises. La petite taille et l'orientation de ces sociétés financières leur permettent de mieux connaître les besoins de leurs clients et de mieux servir les communautés.

Pour toutes ces raisons, les CDFI constituent un modèle intéressant pour ceux qui cherchent à promouvoir des pratiques financières résilientes et indépendantes de la croissance.

Banques publiques

À l'instar des CDFI, les banques publiques peuvent offrir des services financiers à des communautés et à des organismes publics mal desservis, sans être motivées par le profit. Bien que les détails puissent varier, les banques publiques sont généralement plus transparentes, plus axées sur le long terme et plus orientées vers la communauté que leurs homologues privées. L'abandon d'une banque à but lucratif peut également permettre aux collectivités locales de réaliser d'énormes économies lors du financement de grands projets d'infrastructure tels que ceux nécessaires à la transition vers une économie durable. Les banques ont également le potentiel d'être plus démocratiques, par exemple en recevant l'avis d'un conseil consultatif public.

L'intérêt pour les services bancaires publics s'est accru dans l'ensemble des États-Unis. [au niveau local et/ou au niveau de l'État dans tous les États américains, à l'exception de 12 d'entre eux.](#)

Modèle d'amélioration de la qualité ovgr un modèle de croissance

Alternative Bank Schweiz, basée en Suisse, est une banque orientée vers le développement durable qui a adopté un modèle d'entreprise visant à placer la gestion de l'environnement au-dessus du profit et de la croissance. La banque :

- Elle dispose d'une liste de critères environnementaux et sociaux pour l'octroi de crédits.
- Exclut certains secteurs de ses activités.
- applique des taux d'intérêt différents en fonction de l'impact social ou environnemental des produits.

L'objectif de la banque est la "suffisance des bénéfiques", ce qui lui permet de continuer à servir sa communauté, et non de croître indéfiniment.

Facilités de financement biorégionales (FBF)

Un nombre croissant de personnes préoccupées par l'état de notre système de survie se concentrent sur le "biorégionalisme" pour voir le monde et avoir un impact positif sur la biosphère où elles vivent. Le biorégionalisme peut être défini comme une philosophie selon laquelle les systèmes politiques, culturels et économiques sont plus durables et plus justes s'ils sont organisés en fonction de zones définies naturellement appelées biorégions.

La philosophie biorégionale affirme que nos vies doivent être enracinées dans les systèmes naturels où nous vivons. Ce n'est souvent pas le cas dans le monde moderne. Nous pouvons déménager d'un endroit à l'autre, et le logement est le même, nous obtenons notre nourriture de la même manière, que nous vivions à Los Angeles, à New York, à Londres ou à Hong Kong. Étant donné que la plupart d'entre nous bénéficions de tant de services, nous n'avons pas vraiment besoin de savoir comment le monde fonctionne ou comment les systèmes naturels nous soutiennent, car, pour l'essentiel, quelqu'un d'autre s'en charge. Nous payons quelqu'un pour nous fournir un abri, de l'eau et de la nourriture et nous n'y pensons pas. Nous ne sommes pas liés à nos lieux naturels ; nous les habitons simplement. Cela peut renforcer l'illusion que nous sommes déconnectés ou indépendants de la nature, ce qui n'est pas le cas.

Le biorégionalisme affirme que cette déconnexion est une faiblesse, et non une force. En manquant de compréhension et de lien avec les lieux où nous vivons, nous les considérons comme acquis et nous n'en prenons pas soin. **Le biorégionalisme vise à rétablir l'équilibre entre l'humanité et la nature et à nous réapproprier notre rôle et notre responsabilité en tant qu'intendants du monde naturel.**

Un autre exemple du nouveau rôle que la finance peut jouer dans un monde post-croissance est celui de facilitateur pour les organisations biorégionales axées sur la régénération du monde naturel. La Terre peut être divisée en [185 biorégions uniques](#), chacune ayant ses propres ressources et défis.

Dans leur ouvrage intitulé *Bioregional Financing Facilities*, Samantha Power et Leon Seefeld soulignent la nécessité de mettre en place des facilités de financement biorégionales (BFF) afin de relier des pools de capitaux à des projets et initiatives régénérateurs, en structurant ces flux de capitaux selon les principes des systèmes vivants et en s'appuyant sur le leadership des personnes présentes sur le terrain dans ces régions pour gérer ces ressources.

Les auteurs imaginent des **fiducies biorégionales**, des studios de **capital-risque biorégionaux**, des sociétés d'investissement biorégionales et des **banques biorégionales** comme autant d'institutions que nous pouvons créer pour aider à **intégrer la régénération de notre biosphère dans la finance**. Le livre regorge d'exemples d'organisations qui remplissent déjà ces rôles, mais à petite échelle.

Une transition juste pour les professionnels de la finance

Nous nous attendons à ce que l'industrie financière conteste le fait qu'elle doit réduire sa taille et qu'elle résiste aux efforts visant à réduire la taille ou l'influence du secteur financier. Mais une telle vision de la finance place les intérêts de l'industrie et des individus qui la composent au-dessus de ceux de la société dans son ensemble et ignore l'état désastreux des systèmes physiques de notre planète. **Si l'objectif de la finance reste la poursuite de la croissance économique et de rendements toujours plus élevés, l'humanité ne fera qu'accélérer sa propre disparition** en raison des dommages croissants causés à notre système écologique de maintien de la vie.

Nous pensons que le secteur financier mérite de meilleures perspectives que cela.

Partie III : Le voyage vers l'avant

Le dicton "les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel" (en allemand : *Die Bäume wachsen nicht in den Himmel*) a vu le jour au début du 16^e siècle. Il nous enseigne qu'il existe des limites naturelles à la croissance, et il ne pourrait être plus pertinent aujourd'hui.

Un autre grand exemple est... nous.

Nous, les humains, cessons généralement de grandir (en taille au moins) à la fin de l'adolescence. Notre cerveau cesse de se développer entre le début et le milieu de la vingtaine. Au milieu de la vingtaine, nous sommes adultes, mais nous avons encore la majeure partie de notre vie devant nous. Nous ne devenons pas plus grands, mais nous mûrissons, et nous passons les deux derniers tiers de notre vie à apprendre et à entretenir notre système du mieux que nous pouvons.

Les économistes, les professionnels de la finance et les hommes politiques pourraient tirer une leçon de la condition humaine.

Notre économie mondiale est relativement mature. Pour une grande partie du monde, en particulier le Nord, nous n'avons plus besoin de croissance. Nous devons nous concentrer sur notre santé.

Notre économie, notre politique et nos objectifs en tant que civilisation devraient se concentrer sur la satisfaction de nos besoins de bien-être dans le cadre du budget de la planète. Cela signifie qu'il faut tenir compte des sonnettes d'alarme qui retentissent tout autour de nous et qui nous disent que le système va s'effondrer si nous n'agissons pas. Continuer à insister sur la croissance économique raccourcira la durée de vie de notre civilisation, tout comme ne pas s'occuper de nos problèmes de santé au fur et à mesure que nous vieillissons finira par entraîner l'arrêt prématuré de notre corps.

Sur la sagesse des escargots

Si vous avez lu des ouvrages sur la décroissance ou si vous vous êtes promené dans la communauté de la décroissance, vous avez probablement rencontré une bonne part d'images d'escargots.

Ce symbole remonte en partie aux écrits du théologien et [philosophe Ivan](#) autrichien [Illich](#) :

"Un escargot, après avoir ajouté un certain nombre d'anneaux d'élargissement à la structure délicate de sa coquille, interrompt soudainement ses activités habituelles. Un seul anneau supplémentaire multiplierait la taille de la coquille par seize. Au lieu de contribuer au bien-être de l'escargot, il le surchargerait d'un tel poids que toute augmentation de sa productivité serait désormais littéralement annulée par la nécessité de faire face aux difficultés créées par l'agrandissement de la coquille au-delà des limites fixées par sa fonction. À ce stade, les problèmes de surcroissance commencent à se multiplier géométriquement, alors que la capacité biologique de l'escargot ne peut être étendue que de manière arithmétique."

L'accent mis par Illich sur les limites et les frontières dans le cadre de la discussion sur la décroissance montre bien que la magie technologique, ou la croissance verte, ne nous sauvera pas. Nous avons déjà dépassé le seuil de dangerosité. Pousser plus loin le business-as-usual "vert" juste pour maintenir notre système économique actuel, c'est comme faire pousser une carapace si grande qu'elle nous écrasera.

Aujourd'hui, l'idée de poursuivre un système économique post-croissance fonctionnant dans un cadre d'économie écologique est considérée comme radicale. Cependant, les théories néoclassiques qui dominent notre pensée économique et nos actions d'investissement supposent que la planète dispose de ressources infinies et qu'il n'est pas nécessaire d'investir dans l'environnement.

de prendre en compte, d'atténuer ou de réparer tout dommage causé à notre système de survie. Posez-vous la question : laquelle de ces idées devrait vraiment être une source d'inquiétude ?

Identité et Idéologie

La décroissance n'est pas une idéologie (certains ne sont pas d'accord, mais nous ne le voyons pas ainsi). La décroissance est un ensemble d'idées sur la manière de gérer une économie et une société afin de se situer dans **l'espace de fonctionnement sûr des limites planétaires**. L'objectif est de parvenir à une économie post-croissance, non pas parce que la croissance est mauvaise et doit être vaincue, mais parce que les mathématiques qui sous-tendent la croissance éternelle ne fonctionnent pas et que nous devons simplement l'admettre pour survivre.

Le capitalisme n'est pas une idéologie (certains ne sont pas d'accord, mais nous ne le voyons pas ainsi). Le capitalisme est le nom du système économique actuellement dominant sur la planète Terre. Cela va changer.

Le capitalisme a des problèmes qu'il faut résoudre pour éviter (au minimum) des problèmes environnementaux en cascade qui empêchent l'humanité de survivre et de s'épanouir. Au pire, un capitalisme non réformé conduira à l'effondrement de notre civilisation.

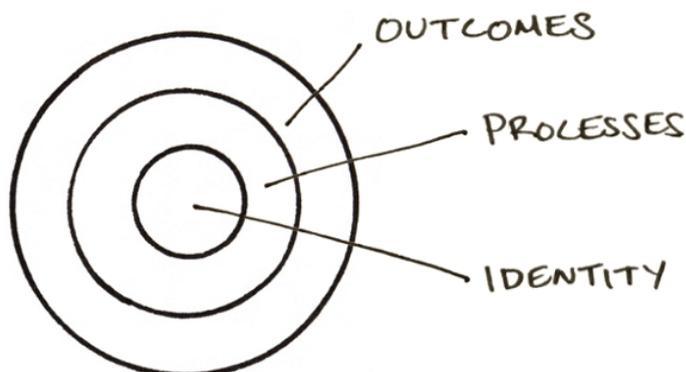
Pourtant, le capitalisme est lié à la plupart de nos identités, car c'est le système que nous connaissons tous. Il a influencé nos aspirations, notre compréhension et nos valeurs. Il a limité notre vision de ce qui est possible pour une société. Lorsque le capitalisme est remis en question, certaines personnes le prennent personnellement, car elles ont l'impression que leur mode de vie est remis en cause.

De nombreuses personnes se sentent protégées par le capitalisme parce que c'est le système dans lequel elles vivent et qu'il a plutôt bien réussi à satisfaire leurs besoins matériels. Mais pour répondre de manière adéquate aux défis écologiques déjà présents aujourd'hui et attendus dans un avenir proche, nous devons changer notre culture et nos habitudes.

Comment procéder ?

Changer de comportement

Pour ~~passer d'un monde financier de~~ ^{Prendre le chemin de la} décroissance ^{vers} à un monde financier de post-croissance, il faudra changer la façon dont nous voyons notre société et la place que nous y occupons. Ce n'est pas une mince affaire, car nos réalités culturelles, économiques et politiques sont souvent liées à nos identités. Une façon simple et pratique de voir comment notre identité peut être liée à notre environnement et à nos habitudes nous vient de l'expert en habitudes James Clear, qui affirme qu'il y a [trois niveaux de changement de comportement](#).



Les couches du changement de comportement. Source : James Clear.

À l'extérieur, il y a les résultats. Ce sont les choses que les gens veulent - ou pensent vouloir - réaliser, comme investir dans des entreprises vertes ou consommer moins. En dessous, il y a les processus, les routines et les habitudes, comme le fait de toujours vérifier le "profil vert" de nos investissements ou de n'acheter que les choses dont nous avons vraiment besoin.

L'identité d'une personne est au centre de ces préoccupations. Il s'agit de croyances profondes sur nous-mêmes. Cela peut poser un problème. Selon Clear, si cette identité est en contradiction avec les résultats ou les habitudes que les gens essaient de se fixer, ils n'y parviendront pas. Ils ne changeront pas de comportement (manger moins de bœuf, voter pour des personnes qui soutiennent une économie post-croissance) parce que ces comportements entreraient en conflit avec leur identité.

Si tel est le cas, tout changement de résultats (investir dans le vert) ou d'habitudes (vérifier le caractère écologique des investissements) doit s'accompagner d'un changement ou d'une modification de l'identité.

Le passage à une économie post-croissance ne se fera pas, et ne pourra pas se faire rapidement, car il faudra qu'une grande partie de la population "s'éloigne" du capitalisme tel que nous le connaissons, et **coupe ses liens avec le capitalisme en tant qu'élément définissant notre identité**. Le passage à un monde post-croissance exigera que de nombreux membres de la société acceptent **une nouvelle identité**. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Toutefois, cela ne remet pas en cause la réalité des points de basculement dans une société. Le changement de système peut se faire lentement, puis sembler se produire d'un seul coup. **Mais si ces changements dans nos systèmes doivent se produire à dessein, il faudra probablement qu'une grande partie d'entre nous commence à accepter qu'un monde post-croissance n'est pas une menace pour notre identité, mais plutôt une occasion de devenir de meilleures versions de ce que nous sommes.**

Bien entendu, si nos systèmes tombent en panne à cause d'une catastrophe, nous n'avons pas le choix et nous serons obligés d'accepter le résultat auquel nous sommes confrontés. Un tel scénario catastrophe n'est évidemment pas la transition vers un monde post-croissance à laquelle nous devrions travailler.

Il s'agit d'un projet difficile, à long terme, qui nécessite un changement de culture. C'est exactement le projet à long terme que nous entreprenons.

Progrès

Une critique de la décroissance que nous entendons souvent est que la décroissance est une régression (anti-progrès) et que soutenir la décroissance signifie que l'on veut que les gens "retournent vivre dans des cavernes". Nous devrions répondre ici à cette critique afin de mieux cerner notre point de vue.

Le "progrès" est une chose attrayante à vendre. Le progrès, c'est l'amélioration des choses. Qui n'aime pas cela ? Le problème, c'est que depuis une centaine d'années, on nous a vendu l'idée que le "progrès" signifiait "plus".

Regardez n'importe quelle publicité, n'importe où. La plupart du temps, on nous vend ce dont nous n'avons pas besoin et que nous ne voulons peut-être même pas. Mais la publicité vise à nous faire croire que ce qu'elle vend n'est pas seulement un désir, mais un besoin - quelque chose dont nous avons "besoin" pour montrer aux autres à quel point nous sommes importants. Une meilleure voiture, de meilleurs vêtements, de plus belles chaussures, un plus joli maquillage, une bière plus fraîche : tout peut être transformé d'un désir en un besoin.

La publicité est une histoire intéressante en soi. On ne nous a pas toujours dit que nous avions besoin de choses dont nous n'avons pas besoin. La publicité qui a commencé à apparaître dans les médias imprimés du 19e siècle était pittoresque dans son caractère direct, essayant simplement de répondre aux besoins humains. Mais au milieu du vingtième siècle, Eddie Bernays a appris aux pieds de son oncle, Sigmund Freud, et a commencé à transformer nos désirs et nos besoins non satisfaits en besoins et en besoins réels.

~~La psychanalyse, développée par Freud et comprise par Bernays s'attaque à nos désirs, à nos émotions, à nos fantasmes et à nos insécurités à notre raison,, autant que - sinon plus -~~ La psychanalyse développée par Freud et comprise par Bernays s'appuie sur nos désirs, nos émotions, nos fantasmes et nos insécurités, tout autant - si ce n'est plus - que sur notre raison.

Une citation d'un banquier d'affaires résume l'histoire sordide de la façon dont nous en sommes arrivés là. C'est Paul Mazur, cadre chez Lehman Brothers en 1927, qui l'a le mieux exprimé dans un article de la [Harvard Business Review](#) :

"Nous devons faire passer l'Amérique d'une culture de besoins à une culture de désirs. Les gens doivent être formés à désirer, à vouloir de nouvelles choses avant même que les anciennes n'aient été consommées. Nous devons façonner une nouvelle mentalité en Amérique. Les désirs de l'homme doivent éclipser ses besoins".

En tant que société, nous devons changer notre point de vue sur ce que nous entendons par "progrès". Nous entendons par là une vie utile et de qualité pour chacun. Nous voulons des écosystèmes et des communautés prospères. Nous devons accepter que nos besoins soient satisfaits et ne pas poursuivre des "désirs" qui, en fin de compte, nous nuisent. **Ce projet n'est pas facile et ne se réalisera pas du jour au lendemain, mais il s'agit d'un effort nécessaire pour modifier nos attentes à l'égard de ce que demain devrait apporter, en passant de "plus" à "assez".**

Nous devons cesser de penser que le progrès consiste à avoir plus de choses que nous pouvons physiquement toucher, pour avoir plus de choses que nous ne pouvons pas toucher. Le progrès, ce n'est pas plus de jets privés, plus d'argent, plus d'objets ; le progrès, c'est plus de temps, une meilleure santé, plus d'épanouissement, une biosphère plus saine et un océan plus sain. C'est éviter l'effondrement de la société. C'est le progrès dont nous avons besoin.

Il n'y a pas de plan, alors faites-le.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, aucune nation n'a de plan explicite pour faire passer son économie de sa structure actuelle à une structure indépendante de la croissance, où la physique et la chimie informent les règles de décision et où l'économie écologique est appliquée comme un outil permettant d'allouer efficacement le capital pour faire passer la nation à une économie stable.

Les incitations actuelles dans nos économies de marché ne permettent pas les interventions nécessaires pour passer à un modèle économique post-croissance dans lequel l'humanité vit dans les limites de la planète.

Pour ce faire, il faut un plan. Lorsqu'il s'agit d'agir à cette échelle, les gouvernements nationaux sont le point de départ.

Le récent document intitulé "[Green Economic Planning from Concept to Practice : Comparing the Cases of China, Denmark, and Post-war France](#)", nous montre des exemples de la manière dont la planification a joué un rôle dans l'élaboration de la politique nationale dans le passé, et peut encore le faire.

Les auteurs du document soutiennent que la planification économique verte couvre une gamme d'instruments politiques et administratifs nécessaires et efficaces qui représentent les meilleures options disponibles pour transformer les économies au rythme et à l'échelle nécessaires. Les expériences historiques (mais largement oubliées) de planification dans l'après-Seconde Guerre mondiale démontrent l'efficacité de la planification économique. Les auteurs montrent que **la planification à grande échelle peut modifier le cours d'une nation.** Ils soulignent qu'il est important d'obtenir l'adhésion de la société et d'inclure autant que possible les citoyens dans la planification, éventuellement par le biais d'assemblées de citoyens qui aident à définir le problème et les solutions potentielles.

Les multinationales du monde entier planifient déjà à cette échelle, de sorte que les États-nations qui s'engagent dans ce type de planification ne devraient pas être considérés comme une entreprise nouvelle ou menaçante. **Ce type de planification a fait partie de l'histoire de nombreuses grandes nations dans le passé, et a**

Ce n'est que récemment que cette pratique a été abandonnée, les gouvernements s'en remettant aux mécanismes de marché des sociétés capitalistes, qui sont en effet planifiés, mais principalement par les entreprises.

Les entreprises qui procèdent à cette planification le font essentiellement pour accroître la valeur actionnariale, sans tenir compte du fait que nous vivons dans un "monde complet" où les externalités ou les déchets qui en résultent doivent être pris en considération.

Les gouvernements nationaux sont les seules entités capables de faire le travail à l'échelle nécessaire. Toutefois, les organisations régionales, étatiques ou provinciales qui disposent d'une expertise sur le terrain doivent participer au processus. Les gouvernements devraient travailler avec la population du pays pour aider à la planification par le biais d'assemblées de citoyens ou de groupes biorégionaux et d'experts dans les domaines concernés. Il est important de donner aux citoyens et aux organisations locales le plus de pouvoir possible dans ce processus.

Les organisations locales savent ce qui est le mieux pour leurs communautés, leurs forêts, leurs rivières et leur faune. Les bureaucrates qui se trouvent à des milliers de kilomètres ne devraient pas prendre de décisions sans l'avis et les conseils de ceux qui sont sur le terrain dans les communautés concernées.

La finance peut jouer un rôle dans la satisfaction des besoins de ces communautés en se concentrant sur un financement plus innovant et biorégional, et moins dépendant de la croissance, qui ne fera qu'exacerber le changement climatique et le dépassement.

La croissance ne fait pas partie de l'histoire...~~yet~~ encore

Le capitalisme a lentement commencé à remplacer le féodalisme il y a plusieurs siècles, à mesure que les États-nations se développaient et que le commerce commençait à prospérer. Il n'y a pas eu une seule date sur le calendrier où cela s'est produit. Au fur et à mesure que les gens se rendaient compte des avantages offerts par les marchés, le capitalisme a lentement remplacé le féodalisme, ce qui a changé les histoires que les gens se racontaient à eux-mêmes. La démocratie libérale a également fait partie de cette équation, car dans une grande partie de l'Europe, des gouvernements élus ont commencé à remplacer le règne des rois et des reines. L'histoire a évolué et s'est répandue. Aujourd'hui, de nombreux pays considèrent que le capitalisme et la démocratie libérale font partie de leur histoire.

Mais cette histoire n'est pas statique ; elle continuera d'évoluer.

Il en va de même pour le capitalisme aujourd'hui. Le capitalisme a transformé le monde. Bon nombre des merveilles technologiques et des commodités dont nous jouissons aujourd'hui sont nées d'un système capitaliste mondial. Mais le capitalisme a ses problèmes. Le capitalisme dépend d'une croissance qui se poursuit indéfiniment, ce qui n'est pas physiquement possible. Nous subissons déjà les conséquences environnementales d'un tel système dépendant de la croissance. Notre climat et notre biosphère ne peuvent pas survivre au système actuel à long terme, et nous non plus. Notre système économique actuel devra donc changer, sinon il finira par s'effondrer.

Le capitalisme continuera d'évoluer et dans 100 ans, nous l'appellerons peut-être autrement, ou bien les historiens écriront déjà comment nous nous sommes éloignés du capitalisme. **Personne ne sait comment ce système s'appellera dans 100 ans, et ce nom n'a pas vraiment d'importance.**

Cependant, ce que le système fait à notre système de survie, qu'il soit destructeur ou régénérateur, est très important.

L'histoire de l'après-croissance ne fait que commencer, alors aidez-nous à la faire durer.

Buckminster Fuller, architecte et théoricien des systèmes, a dit un jour : *"On ne change jamais les choses en luttant contre la réalité existante. Pour changer quelque chose, il faut construire un nouveau modèle qui rende le modèle existant obsolète"*.

La décroissance est une voie vers ce nouveau système économique. Elle met l'accent sur les résultats humains plutôt que sur les résultats économiques, en plaçant les besoins des personnes au-dessus de la croissance économique, car c'est en plaçant la croissance en premier que nous nous sommes retrouvés dans ce pétrin.

Au fur et à mesure que les gens prendront conscience des limites de notre système actuel et qu'ils chercheront une histoire avec moins de dégradation environnementale, moins d'inégalités et des perspectives de vie meilleure, ils commenceront à rechercher l'histoire de la décroissance comme une alternative au statu quo. Il s'agit d'un processus naturel. Il sera probablement désordonné et chaotique. Mais il a déjà commencé et continuera à prendre de l'ampleur.

L'histoire que nous nous racontons depuis des décennies comprend l'idée que le capitalisme est un système économique inévitable. Après tout, le capitalisme est sorti victorieux du modèle économique communiste concurrent, n'est-ce pas ? Quoi qu'il en soit, compte tenu de notre situation actuelle, il nous incombe de comprendre les limites du capitalisme et les limites de la croissance.

La décroissance fait partie de l'histoire de l'avenir. Mais **les histoires ont besoin de gens pour les raconter, les transmettre, leur donner vie** et les aider à grandir. Apprenez donc tout ce que vous pouvez sur ce que signifierait un monde engagé sur la voie de la décroissance. Recherchez des personnes partageant les mêmes idées et travaillez à l'élaboration de cette histoire. Aidez à informer les curieux de la décroissance. Leur nombre augmente chaque jour.

Nous sommes les histoires que nous nous racontons. C'est donc à nous de raconter une meilleure histoire.

C'est la raison pour laquelle nous avons fondé l'[Institut Arketa pour la finance post-croissance](#). Nous comprenons que la poursuite de la décroissance est la meilleure option pour créer une économie du bien-être dans laquelle nous évitons le pire scénario d'effondrement écologique. Dans un tel scénario, le monde agit pour réparer les dommages causés à l'environnement.

Il s'agit d'un système de soutien à la vie, qui doit devenir la priorité de l'humanité. Pour ce faire, il faudra changer d'identité et ne plus nous considérer comme des "animaux économiques" avant tout, mais comme des animaux en danger qui doivent acquérir un sentiment d'urgence pour sauver notre civilisation et nous-mêmes. Un tel processus est un long voyage. Mais il faut bien commencer quelque part.

Nous invitons ceux qui sont d'accord et ceux qui ne sont pas d'accord avec nous à nous rejoindre autour de la table pour discuter de la voie à suivre pour la finance et pour le monde. **Ensemble, nous pouvons construire une société meilleure. Séparés, il est certain que nous ne le ferons pas.**

Nous espérons que vous nous rejoindrez dans ce voyage.

ARKETA INSTITUTE
for post-growth finance

arketa-institute.org